

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

BELGIQUE	p I
Herstal (Liège)	
grève des femmes de la FN	
FRANCE	p IO
Que veulent les syndicats	
Que veulent les travailleurs	
Les luttes dans les entreprises	
Pourquoi les syndicats agissent ils maintenant	
Le I7 mai dans la "banlieue rouge "	
LIAISONS	p I8
UNE EXPERIENCE OUVRIERE	p I9
PUBLICATIONS	p 25

LE NUMÉRO

0,50 F

mensuel

NUMERO 50

JUIN 1966

BELGIQUE

la grève des femmes de la f.n.

En Belgique, une grande grève vient de s'achever, à Herstal dans la banlieue de Liège. C'est la deuxième grande grève que connaît ce pays depuis le début de l'année; c'est décidément l'endroit où l'on peut suivre le mieux l'évolution de la lutte de classes en Europe Occidentale.

Il y a beaucoup de ressemblance entre le conflit de la F.N. et celui, national; de l'hiver 60-61. D'un côté le mouvement étonne: par son amplitude (3800 femmes) (trois grèves de solidarité dans trois autres boîtes), par son dynamisme, par sa durée (12 semaines).

D'autre part, on remarque les mêmes (et traditionnelles) limites bien que conscients de l'incapacité et de la fourberie des syndicats, les travailleurs ne leur contestent pas leur rôle dans le déroulement des conflits; ils critiquent certaines de leurs actions ou de leurs choix, mais leur laissent la direction de la bataille; rapidement les directions syndicales reprennent en mains un mouvement qui s'était déclenché sans eux (et même un peu contre eux dans le cas de la F.N.). Ceux qui affirment que chaque expérience reste "gravée" dans la conscience ouvrière, constitue un "acquis" qui apparaîtra à la prochaine occasion.. doivent bien voir que voilà quelquefois que les ouvriers belges reconnaissent l'expérience: le mythe de la représentativité syndicale opère toujours.

Comme toujours, la bureaucratie syndicale a dû jouer les canélorons pour satisfaire tout le monde. Coincée entre sa fonction dans l'économie nationale, la nécessité de faire bien voir le P.S.B., et la peur d'être dépassés par les ouvrières, il faut avouer qu'ils s'en sont bien tirés.

La tactique n'a pas variée:

- détourner la grève de son sens politique
- user la combativité des gens en limitant "l'action" à des négociations qui n'en finissent plus
- refuser le plus possible les manifestations publiques
- empêcher l'extension du "mal".

La leçon qui va rester, c'est l'officielle, celle des appareils de transmission, les syndicats: le "problème féminin" a avancé d'un pas vers sa solution (laquelle?) et le fameux article II9 du Traité de Rome (à travail égal, égalité de salaire entre l'homme et la femme) sera peut-être appliqué l'an prochain.. Comme a eu l'audace de le dire Brahan, responsable du CSC (syndicat chrétien): "c'est peut-être facile de signer un traité (Rome) mais son application doit toujours nécessiter une lutte des travailleurs.. Vous devez être fières d'avoir fait entrer le traité de Rome dans une nouvelle phase". Ce qui sous-entend: les luttes ouvrières servent à obliger les bourgeois à respecter leurs propres lois.. et ce qui en partie fixe comme limite aux revendications celles que les gouvernements auront eux-mêmes fixées.

Quant à parler de "victoire", "conquêtes", etc.. on sait que ça fait partie du rituel, du vocabulaire et des liturgies des grands prêtres syndicaux. L'important c'est que des femmes aient "osé" sortir de la réserve où elles se tenaient dans le domaine des luttes sociales: cette nouveauté et les perspectives qui peuvent en découler méritaient d'être exposées et débattues avec les travailleuses, ça n'a pas été fait.

L'autre point à noter, c'est que des groupes oppositionnels ont eu une activité intéressante, on aura l'occasion d'en parler un peu.

(Ce qui va paraître "traditionnel" aussi c'est les limites de l'article. Autant nous pouvons rendre compte suffisamment des différentes phases de la lutte, de la démolition des syndicats, de la poussée ouvrière, autant nous n'expliquons pas la grève: ses dimensions et son échec, liés à la situation économique, politique et sociale en Belgique).

Autre avertissement: pour n'être resté que très peu de temps là-bas, j'ai rapporté des informations qui ne couvrent pas les 12 semaines de grève, loin de là. Une grande partie n'a été racontée, ou bien je l'ai tirée des journaux, en particulier "La Voix du Peuple".

I- LA F.N. /

Fabrique nationale d'armes de guerre: "la plus célèbre manufacture d'armes du monde". Trois usines dans toute la Belgique; à Herstal, environ 10.000 employés répartis en trois départements: 1-une armurerie (moitié des effectifs)

2-cartoucherie et munitions. Ce sont les deux secteurs paralysés.

3-moteurs à réaction pour avion (a continué à fonctionner pendant la grève).

La presque totalité des armes légères est exportée aux USA en particulier.

Les salaires des femmes et leur différence avec ceux des hommes ont été cités dans les journaux (il y a quelques variantes). Entre le salaire du manoeuvre masculin et celui de l'ouvrière qualifiée, les uns donnent une différence de 57 centimes, d'autres de 63 centimes; entre l'ouvrier réviseur et l'ouvrière réviseuse, 1f,10; à l'emballage un écart de 1f,13 ou 1f,14 (en francs français).

(une bonne plaisanterie en passant: "La Libre Belgique" journal catholique très à droite, écrit: "les ouvriers de la FN sont mieux traités que les actionnaires").

Quelques notes sur les conditions de travail: l'usine est vétuste, donc manque de place, manque d'hygiène, manque de protection. Pas de place pour circuler entre les machines, le minimum d'espace pour effectuer son propre travail. Mauvaise aération, les odeurs et l'huile imprègnent tout, les femmes ont de l'huile dans les cheveux, mieux, elles se déplacent sur un sol couvert d'une épaisse couche de graisse parce qu'il n'y a pas sous les machines de bacs de récupération; c'est une patinoire; du coup les sabots sont obligatoires, la maison les vend 500 balles la paire... Beaucoup de maladies de peau aussi; ces huiles ne sont pas utilisées par les instituts de beauté. Encore à propos d'hygiène, des WC dégueulasses, antiques, et jamais nettoyés. A noter aussi beaucoup d'accidents, de doigts coupés par exemple.

Côté travail, des cadences et une discipline qui concordent bien avec le reste. Certaines ouvrières font jusqu'à 6 opérations; telle femme voit passer dans ses mains 2080 pièces par jour, en 4 opérations: 2 sur fraiseuses et 2 sur foreuses. Un tas d'amendes et de complications pour celles qui fument entre telle et telle heure, pour celles qui s'attardent un peu trop; pour s'être lavé 1/4 d'heure avant la fin, retenue d'1/2 heure sur la paie. A cela les femmes répondent comme de juste par un tas de combines. Exemple: couper l'arrivée d'huile, la velle sert au refroidissement de la machine; résultat la machine brûle, et le temps qu'on la remet en état, vous pouvez aller aux toilettes.

Il y a une garderie pour les enfants. Mais si le gosse a 37°2 on ne l'accepte pas, la mère perd du coup sa journée de travail. Bien souvent aussi le mari et la femme ne se voient guère: lorsqu'il travaille le matin et elle de 14 à 22h. "Voix Ouvrière" bulletin du Groupe Ouvrier de Cockrill-Ougrée, n'a rien à voir avec les trotskystes français) cite encore quelques autres problèmes du même genre, et conclut (N° 34): "qu'a-t-on prévu pour résoudre ces problèmes? RIEN. Quels sont les projets? Aucun."

Il y a un service social aussi, qui fut créé par le patron, et qui par conséquent agit bien souvent à la tête du client. Ce sont pourtant les ouvriers qui le paient car il est pris en considération dans l'établissement des salaires.

Enfin un petit mot sur le business. Les affaires vont bien (avec toutes les années et les guerres qu'il y a dans le monde, on s'en serait douté) malgré la concurrence sévère du Japon. Dans une lettre qu'elle adressa aux travailleurs pendant la grève la Direction se plaignait de ce que depuis quatre ans, les salaires avaient augmenté de 42% - 65% en incluant les charges sociales. Mais il faut savoir aussi que dans les quinze dernières années, la F.N. a empoché 93.200.000 frs nouveaux de bénéfices.

2-LE DECLENCHEMENT DE LA GREVE:/

Le Traité de Rome aurait dû entrer en application au 1° janvier 1965. Depuis cette date, toute la différence des salaires entre hommes et femmes est allé dans la poche des patrons; on a calculé que grâce à cette différence, le patron gagnait au minimum 150 Frs par mois par ouvrière, soit pour 3000 ouvrières, 450.000 frs par mois. Patronat et gouvernement n'ont guère de considération pour leurs engagements. Mais il y a un autre petit problème:

les accords qui légalisent les discriminations salariales ont été signés par les syndicats qui ont participé à sa mise au point, sans en référer aux travailleurs.

... Peu avant Noël dernier, trois ou quatre femmes vont trouver le délégué principal pour savoir où en est l'augmentation prévue par le traité de Rome, et pour qu'on convoque une réunion; on les envoie promener. Elles reviennent plus nombreuses. "Nous ferons une réunion - Non, il n'y en aura pas". Le temps passe, mais l'espoir d'une augmentation en janvier se répand. Les femmes reçoivent la dernière part de la paye le 9 février, il n'y a pas d'augmentation. Spontanément un groupe cesse le travail, et va faire débrayer un groupe après l'autre. Du coup, la réunion demandée se produit. (quelques services n'ont pas été contactés). Un délégué est chargé d'aller trouver le directeur et de déposer le préavis (il oubliera d'ailleurs de le faire): il refuse l'augmentation. Comme il ne revient pas assez vite, ce sont toutes les femmes qui vont le chercher, chez le directeur. Tumulte, cris: payez vos dettes. Elles accordent enfin un délai de quelques jours pour permettre une discussion syndicats-patron; il n'en sortira rien. Le 15, le délai est écoulé; à 7h du matin, les ouvrières se réunissent. Branle-bas de combat: elles ne s'emparent pas des armes mais seulement des douilles dont elles se servent comme sifflets; on entend même des bruits de tambour. Les délégués arrivent, accueillis par des "vendus", etc.. Ils annoncent que le patron ne discutera que lorsqu'elles reprendront le travail; refus de l'assemblée. Les délégués retournent à la direction. En attendant, les femmes se promènent dans l'usine; toutes sont d'accord, il y a beaucoup d'enthousiasme; composée la veille par une ouvrière une chanson est vite apprise par tout le monde.

"Le travail c'est la santé
Pour ça faut être augmenté
S'ils refusent de nous l'donner
Faut plus travailler

I- Le syndicat a demandé
La direction a refusé
Mais nous les femmes, il faut marcher
Pour faire trotter nos délégués (I)

II- La direction a proposé
50 centimes aux délégués
Mais nous les femmes, on a refusé
On n'demande pas la charité.

(I) La Révolution Proletarienne N° 516 p.6 traduit ce vers par: " afin d'aider nos délégués". Nuance.. et falsification.

La direction ne change pas sa position, le syndicat essaye en vain de faire reprendre le travail.

Le lendemain, 16 février, ils reconnaissent la grève. " les syndicats socialiste (FGTB) et chrétien (CSC) d'abord réticents, ont appuyé le mouvement" (Le Monde). A cette époque les femmes parlaient beaucoup des syndicats, auxquels elles reprochent de ne pas se battre.

La position officielle de la Direction est celle-ci: les femmes ne peuvent être payées comme les hommes, car elles sont très souvent absentes.- la grève a de graves conséquences sur la marche de l'entreprise -elle se traduit par une perte sèche, irrattrapable car la productivité est déjà poussée au maximum- augmenter les salaires ce serait réduire la puissance compétitive de la maison- d'ailleurs l'accord des salaires a été fait paritairement. A cela, ajoutons le texte d'une lettre que la direction fit parvenir en mars au personnel de la F.I.:

" Les conventions librement signées par les organisations syndicales ont été violées puisqu'avant la grève:

- 1) aucune réunion de conciliation n'a eu lieu
- 2) aucun préavis n'a été remis.

..Et pourtant les patrons avaient scrupuleusement rempli leurs obligations en payant des dizaines de millions (frs belges) aux organisations syndicales pour qu'elles observent l'accord (souligné par IGO).. Y a-t-il des gens que cela gêne de voir subsister dans la région liégeoise une industrie prospère, indépendante et renommée pour ses salaires élevés?"

Devant l'incapacité des syndicats à faire respecter les accords, les

patrons lâchent le morceau. Mais ils n'agissent pas seulement par rancune; cela veut dire aussi:

- 1) si vous n'arrangez pas l'histoire, on en dit encore plus...
- 2) la prochaine fois on ne vous donnera pas autant notre confiance et nos sous!

Le 17 au matin, première assemblée local La Ruhe à Herstal. Les "vendus" "traîtres", pleurent sur les chefs syndicaux (Ruth, Barbe, Brahan..) qui président la réunion. Terrible boucan pour empêcher ces gars là de parler. "Le Monde du Travail" journal du PSB écrit: " Barbe demande la réintégration au travail en attendant le résultat des négociations. Tollé général; " à plusieurs reprises les exposés furent hachés de protestations au son de l'Internationale". C'est au cours de cette réunion qu'est posée pour la première fois la revendication de 50 centimes d'augmentation; les syndicalistes ce jour-là ne parleront pas de chiffres. Autre assemblée le 21: ils déclarent qu'à la prochaine réunion, seules les syndiqués entrèrent.

3- LA FORCE DU MOUVEMENT: /

Le dynamisme des grévistes a surpris tout le monde. Plus d'un mois après le début, "Pourquoi Pas" hebdomadaire d'extrême droite écrit: " la grève des femmes de la F.N. est toujours aussi dynamique... Rarement on aura vu autant d'enthousiasme ". L'arrêt du travail paraît d'autant plus important qu'il paralyse presque toute la boîte, réduisant 4200 hommes au chômage.

On a vu comment les femmes chahutaient les bonzes syndicaux; ce ne fut pas la seule fois.. Même lors de la dernière assemblée, le 5 mai, ces messieurs ne pouvaient pas se faire entendre parfois: soit à cause des cris, soit parce que des ouvrières commentaient entre elles une phrase, sans plus se soucier du bonhomme qui parlait au micro.

Deux mois et demi de grève, ça démontre aussi une certaine force: non seulement celle de résister à toutes les pressions, mais encore celle de décider après chaque proposition patronale, de se relancer dans la bagarre.

Donc les assemblées houleuses et la persévérance, plus quelques manifestations et des chansons ("Si tu veux faire non bonheur... Donne nous 5 frs d'plus à l'heure") - et un nouveau couplet pour l'Internationale- témoignent de l'entrain et de la vigueur de la lutte.

les comités d' action:

"Pourquoi Pas" écrit: " Si dans certains milieux on s'est toujours attaché à saper et à réduire l'influence syndicale sur la classe ouvrière, on doit bien constater aujourd'hui que c'était un moindre mal". Le mal, c'est pour eux, les Comités d'Action, en particulier celui de la F.N. Le 18 février en effet, quelques femmes décident de s'organiser en dehors du syndicat. Ce ne sont pas des élues, elles n'ont aucun mandat; c'est un "contre-syndicat", soutenu par un petit groupe politique, le PC Wallon, de tendance pro-chinoise. Ce Comité qui ne rassemblera jamais plus d'une douzaine de femmes, obtient vite un certain succès par un tract qu'il sort presque immédiatement où il annonce sa formation et dénonce la dernière manœuvre syndicale. " On a essayé d'opposer les syndiqués aux non-syndiqués. Ne nous laissons pas diviser, nous avons commencé notre lutte unies, syndiqués et non-syndiqués, nous la gagnerons unies. Ce qui s'est passé à l'assemblée du 21 nous a appris que nous devons être vigilantes". Il rappelle en outre que la revendication est de 50 cts pour toutes les ouvrières de toutes les catégories (ce qui montre que la revendication n'avait pas été adoptée formellement) et appelle à manifester le jour suivant devant l'usine (300 femmes viendront). Le premier résultat de ce tract c'est qu'à l'assemblée suivante, tout le monde entrera, syndiqués ou non, et cet essai de division ne se répétera pas.

Les Comités d'Action, - il s'en est manifesté 5 à Liège pendant l'affaire de la F.N. - à quoi servent-ils et en quoi consistent-ils? Ils se bornent à des objectifs revendicatifs précis (50 cts de l'heure) à dénoncer les manœuvres syndicales, à défendre une certaine idée et volonté de lutte. Cela a suffisamment inquiété les dirigeants syndicaux et la presse. C'est le parti pro-chinois qui influence ces comités et pour lui il ne s'agit pas de remplacer les syndicats, mais d'arriver à en prendre la direction. On s'explique déjà mieux, donc, les limites de la grève: le comité a pu parfois tenir en échec les syndicats, quand il représentait mieux qu'eux les intérêts immédiats des travailleurs

mais si la direction n'a jamais été contestée aux appareils, il faut se souvenir aussi que le problème n'a pas été posé.

Le résultat le plus important obtenu par le Comité de la F.N. c'est peut être d'avoir déclenché ou soutenu des grèves de solidarité dans d'autres entreprises. Les femmes de trois boîtes ont cessé le travail: celles des ACEC d'Herstal, celles de Schroder (banlieue de Liège) celles des ACEC de Charleroi enfin.

Nous donnerons en exemple le cas de Charleroi que nous connaissons mieux. (ACEC: Ateliers de Construction électrique de Charleroi). (Différences de salaires hommes-femmes: au bobinage par exemple If40; chez les balayeurs: 60 cts. Le chiffre d'affaires de la boîte s'est élevé de 707.500 Frs en 65!).

Les ACEC de Liège avaient débrayé et cela avait provoqué pas mal d'effervescence dans la boîte de Charleroi. Une réunion eut lieu où un syndicaliste (Dussart) dit: " si le patron n'accepte pas la revendication de 32 cts de l'heure immédiatement, on dépose un préavis le 21 mars. Le lundi 21 les dirigeants reviennent et., défendent cette fois la proposition patronale (15 cts en 3 étapes). Refus des ouvrières. Les bonshommes proposent alors un référendum pour le lendemain... Le bulletin de vote qu'on remet aux ouvrières comporte un petit texte destiné à décourager les femmes de poursuivre l'action et leur recommandant de signer l'accord proposé par le patron. 54% cependant s'expriment en faveur de la grève. Les syndicats inventent alors un règlement selon lequel il faudrait une majorité des 2/3; et le travail peut ainsi continuer. (on a parlé de truquage des votes).

Le 24, 5 femmes du Comité d'Action débarquent à Charleroi à 5 heures du matin, avec des tracts appelant les ACEC-Charleroi à rejoindre la lutte, tracts qu'elles distribuent à l'entrée de l'usine. Puis elles s'en vont au café du coin. C'est de là qu'elles voient sortir de la boîte et venir vers elles quelques ouvrières qui leur disent: "ne partez pas on débraye"- et retournent chercher leurs camarades. Cette fois les délégués ont beau interdire l'entrée des ateliens à celles qui viennent faire débrayer, ils sont débordés. Et spontanément de nombreux services ont quitté les machines. Il y a bientôt 800 femmes en cortège dans la rue. Ce jour-là aucune femme n'a travaillé; certains départements d'hommes ont également débrayé.

Un Comité d'Action se crée en avril. (quelques jours plus tard invité par le syndicat à discuter, il ne saura pas déjouer les manœuvres qui décideront la reprise du travail). Les femmes des Comités de la F.N. et des ACEC d'Herstal retourneront plusieurs fois distribuer à Charleroi, car les syndicats parvenaient à faire reprendre le travail le patron ayant fait de nouvelles propositions. Il y a des piquets de grève, les femmes veulent une assemblée hors de l'usine; les délégués essayent de faire rentrer les ouvrières; celles de la F.N. distribuent leurs tracts et demandent aux autres de ne pas entrer. Un délégué attrape une femme de la FN, lui tape dessus, déchire la veste d'une autre. (le lendemain des gars de la boîte iront le trouver... et l'enverront parait-il à l'hôpital en mauvais état. Mais les syndicats feront néanmoins rentrer une bonne partie des femmes ce jour-là. Le lendemain elles se remettent en grève, avec les hommes cette fois. Puis le syndicat reprendra le dessus, définitivement, à la suite d'une augmentation de 20 cts.

Anecdote: je ne sais plus à quel moment les Comités d'Action vendirent à 50 cts pièce (en tout 250 Frs) le texte de la chanson " le travail c'est la santé" revue et corrigée.

Les Comités d'Action ont diffusé dans de nombreuses boîtes de la région ils se sont fait connaître; leur effort pour étendre la grève a partiellement réussi chez les femmes, généralement, échoué chez les hommes. De nouveaux et plus marquants succès de leur part pourraient amener les syndicats à modifier leur tactique lors de prochaines luttes, il sera intéressant de voir en quoi.

Le P.C. kroutchévien de Belgique est en pleine décomposition (il vient de renoncer à faire paraître son quotidien "Le drapeau Rouge". Il est bien possible que le PCW prochinois arrive à reprendre en main une partie de cette clientèle et à durcir les prochaines grèves. On n'a pas la place ici de discuter leur action, qu'on sache seulement qu'ils ont suivi la grève de la FN de près et qu'ils n'ont pas lésiné sur la "littérature" le journal socialiste écrit: " à l'entrée les grévistes étaient littéralement noyés de tracts incendiaires distribués par les pétroleurs wallons, chinois, etc..."

4- LE ROLE DES SYNDICATS: /

Il s'agit de la FGTB (socialiste) et de la CSC (chrétien). Voici comment ils sont vus par la presse belge: "Libre Belgique" "leur attitude... prouve qu'ils ne sont pas de chauds partisans de ces grèves, loin de là. Mais ils n'osent le dire aux femmes grévistes de peur qu'elles ne se révoltent contre eux ". " Ils essaient donc de contrôler le mouvement de revendication et de le canaliser vers l'apaisement". - "Pourquoi Pas": "les syndicats ne sont toujours pas chauds pour la bagarre et malgré leurs grandes protestations ils soutiennent les grévistes comme la corde le pendu ". - "La Gauche": "le patronat doit se frotter les mains: il reçoit une aide efficace des dirigeants syndicaux dans un combat où il semait parti d'avance perdant si ...". Enfin, il ne s'agit plus ici de montrer le rôle des syndicats dans les politiques nationales, mais seulement de donner des exemples précis de la fonction qu'ils assument.

1) Fausser le sens de la lutte.

- C'est pour eux un problème purement économique: il y a d'un côté le patron, de l'autre les grévistes, chacun a ses intérêts propres; il n'y a pas de lutte, les deux parties se situent sur des plans différents. Ainsi dans une réunion un syndicaliste dit: " si je connais vos revendications, je connais aussi la situation de l'entreprise". Et le Comité de grève, créé de toutes pièces par les appareils syndicaux pour concurrencer le Comité d'Action ... va s'occuper uniquement de répartir l'aide aux grévistes. (ils y font entrer deux femmes du Comité d'Action). Il distribue des colis (achetés à la coopérative socialiste, si bien que tout le monde y trouve son compte).

- comme il est tout de même dangereux de mettre tous les ouvriers d'un seul et même côté, on a l'idée de féméniser le conflit: pour isoler les femmes on annonce donc que c'est "le problème de la femme" qui se trouve posé là. Une députée fait à la Chambre une tirade sur la négligence de la société à l'égard des femmes, les associations féminines de toutes couleurs se mettent en mouvement. (Femmes Prévoyantes Socialistes, Ligues chrétiennes, Union des Femmes pour la Paix..) Ce n'est plus les salaires qui sont en cause: cela concernerait les travailleurs masculins, du fait que la main d'oeuvre féminine à bas prix porte préjudice à leur propre salaire et abaisse le niveau de vie général de toute la classe; non, c'est de la femme tout court.

- Mieux: de la femme européenne. Car l'Europe a aussi servi à escamoter la lutte de classes. Avec la F.N. c'est l'Europe entière qui fera un pas en avant. Mais les phrases sur l'Europe ne servent qu'à circonscrire le conflit à la seule F.N.!

- un syndicat ça sert aussi à donner un programme minimum: sur le plan des revendications comme sur celui de l'action.

2) User de la combativité:

- la forme de rapports qui existe entre syndicats et grévistes ne vise guère à entretenir l'énergie. Les Assemblées étaient parfois expédiées à toute vitesse (le record: 20 minutes), ou bien ne laissaient pas de place au débat; un bonze exposait la situation, quelques organisations féminines débattaient leur laïus... Les meetings se terminaient sans qu'on fixe de mots d'ordre, de programme pour les jours suivants, parfois on ne fixait pas la réunion suivante. La convocation à la dernière assemblée s'est faite le matin même par le bulletin d'information de la radio!

Les représentants dévoués des travailleurs ne mettent pas non plus les formes pour rappeler qu'ils ne faut pas les prendre pour des prolétaires. A l'une des premières assemblées, un orateur chahuté, injurié dit: " vous pourriez au moins avoir la politesse d'écouter ce que nous voulons bien vous dire". Et à la dernière assemblée: "je voudrais dans le débat qui va suivre, que vous fassiez preuve de maturité".

- la dénormalisation: sur le plan de l'activité, les ouvrières restent isolées, ne se voient qu'aux assemblées qui servent à discuter les propositions patronales. Quant à l'ambiance générale... Exemple: le journal du parti socialiste, 2ème jour de grève: un bout de colonne en page 5. 3ème jour : un première page; 4ème jour: quelques lignes en 4ème page; 5ème jour: rien; 6ème: quelques lignes perdues.. Il se passe parfois 10 jours sans qu'il ne paraisse rien, même dans des périodes très importantes. Autre exemple: phrases d'intimidation de l'orateur, qui parle de chars d'assaut, de gendarmes...

- la seule "action" c'est les négociations; réservées aux spécialistes on n'en sait que "ce qu'on veut nous en dire"; on dit inmanquablement que la direction est intransigeante, qu'elle refuse même la discussion (pourquoi insister alors?!) qu'elle est

obstinée et ne débordera pas de sa position. "La direction", c'est le dernier argument de l'orateur (Lambion) contre les grévistes: elle ne cédera pas. Que céderait-elle? Si l'on en croit le même Lambion dans la dernière réunion "la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a; la direction ne veut pas donner, c'est qu'elle n'a pas grand'chose à donner"!!

A chaque nouvelle proposition patronale, les syndicalistes insistent à la reddition.. Cela pendant deux mois et demi. Le patron proposera: 10 cts en 2 fois, puis 12,5 cts, puis 20 cts en deux fois. Les syndicats: 45 cts (machine) 39 (journée); puis 42,5 en 3 étapes, 39,5 en 2 étapes.

- La combativité s'use bien sûr aussi pour des raisons financières. Il n'y a plus d'allocations familiales, souvent les maris employés à la F.N. aussi, sont en chômage. Le fond de chômage et le fond de soutien assurent la subsistance. Un tract des Comités d'Action dit: "le revenu hebdomadaire moyen d'un ménage occupé à la F.N. était de plus ou moins 300 frs; depuis la grève il est tombé à plus ou moins 150 frs. Les patrons jouent la carte de l'usure, ça a toujours fait partie de leur stratégie. Jamais les syndicats ne parlent de la stratégie du patronat, ni en particulier du phénomène d'usure parce que ça partie aussi de leur stratégie. Quand les tracts des "pro-chinois" se terminaient par le slogan "vers une victoire rapide", c'est que cette question était primordiale. L'approche des vacances, les communions, les chômeurs...: cela a pesé sans doute dans la balance.

3) limiter les actions:

- limiter l'extension du front de grève, empêcher les mouvements de solidarité effective. Inventant que les femmes d'autres boîtes n'avaient pas de revendications semblables, les centrales ont tout fait pour que la grève ne fasse pas tâche d'huile. Débordées, elles sont parvenues à faire reprendre le travail à des conditions peu avantageuses, à force de mensonges et même de brutalités.

Ils ont su aussi n'établir aucune liaison entre les quatre boîtes qui étaient en grève pour les mêmes raisons. Il n'y a jamais eu une assemblée commune entre les trois usines de Liège qui avaient cessé le travail. Autre exemple: dans l'assemblée de la F.N. qui a suivi le débrayage des boîtes liégeoises, le bonze syndical n'a pas prononcé un seul mot quant à cette extension du conflit...

Une déléguée innocente a raconté à une ouvrière: " nous avons promis au gouverneur provincial de ne pas étendre la grève" lorsqu'il a accepté de recevoir notre délégation...

- les manifestations sont transformées en défilés inoffensifs. Elles ne sont pas dues d'ailleurs à l'initiative des syndicats... Deux grandes manifestations se sont déroulées le 7 et le 25 avril. La première s'est faite dans Herstal seulement après que la date en eût été repoussée pendant longtemps dans l'espoir que la grève se terminerait avant. Selon un syndicaliste Barbe, c'est parce que " nous voulions que cette manifestation se termine par une délégation chez le gouverneur de la province, et le carnet du gouverneur était tellement rempli qu'il ne pouvait pas nous recevoir avant le 7 avril." Le but du défilé était donc une délégation (dont on a déjà parlé) chez ce monsieur... qui est un fonctionnaire sans pouvoir réel...

L'autre manifestation, c'est la marche sur Liège, réclanée depuis longtemps. Les centrales et les partis réussirent ce jour-là à noyer les grévistes et quelques délégations d'autres boîtes dans une masse de femmes "socialistes". "La Voix Ouvrière" de Cockrill-Ougrée explique: " Le P.S.B. en avait fait sa première sortie électorale. Tout ce qu'il compte comme effectif féminin était là: les coopératives, mutualités, syndicat, le tout grossi d'un fort contingent de pensionnés à qui les organisateurs de la marche offraient le voyage et un souper à la "populaire". Les pensionnés étaient venus par autocars d'un peu partout. Rayon "calicots", on n'avait pas regardé à la dépense: des centaines de petits panneaux individuels portant sur une face: égalité, sur l'autre F.P.S. ("Femmes prévoyantes socialistes") et de splendides calicots réclamant tantôt des crèches tantôt des habitations sociales, ou faisant l'éloge du syndicat. Heureusement les panneaux du Comité d'Action: A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL, rappelaient le vrai sens de la manifestation et sauvaient celle-ci d'une mystification totale ". En tête une auto radio des F.P.S. débite des aneries sans s'arrêter, et tâche de couvrir les mots d'ordre scandés par les grévistes. Le tout est couronné par des discours d'une demi-douzaine de cheffailons

qui réussissent surtout à faire foutre le camp aux gens. "C'est dans l'indifférence quasi générale que se termine le meeting " (Voix du Peuple)

Autre détail important : pourquoi avoir choisi la date du 25 ? Ce n'est pas un hasard c'était le seul moment où la retenue sur la paie aurait compté double et supprimé du coup le paiement du jour férié suivant (Ir-mai) à ceux qui auraient quitté le boulot pour manifester (en vertu de la législation sur les absences et les jours fériés)

- L'action est définitivement stoppée au cours de l'assemblée entourloupette du 5 mai. prévenues le matin même 1545 femmes sur 3800 ont pu venir. Deux journalistes discutent à l'entrée: " cette fois c'est liquidé, ils ont envoyé la grosse artillerie". Filtrage sévère: il n'y a que les femmes qui peuvent entrer, les maris restent même à la porte: " allez-vous en c'est l'affaire des femmes". "La grosse artillerie" est donc là, en tête Lambion, Président FGTB de la Métallurgie; c'est lui qui selon le "Drapeau Rouge" a fait un "magistral rapport". En face de lui une salle qui frappe par son manque de dynamisme, de cohésion: les effets oratoires du bonhomme tombaient à plat; ses âneries ne déclenchaient pas de réaction violente; les applaudissements manquaient de vigueur; l'Internationale de la fin ne fut pas reprise par tout le monde.

Lambion présente une proposition du Ministre en vue d'un accord. Sa tactique consiste à faire croire que le plus important de cette proposition n'était pas son contenu. Il raconta que ce qui comptait c'était de prouver au ministre que les femmes de la F.N. appréciaient son effort de conciliation, qu'elles se rangeaient du côté de la Volonté Générale (qui parle par la bouche des ministres) tandis que la Direction ne voulait pas elle, s'y plier. L'important n'était pas qu'on n'obtenait que 20 cts, plus 7,5 cts l'an prochain d'augmentation, ni que l'égalisation entre hommes et femmes était reportée à la saint glinglin. "Nous avons fait appel à un conciliateur, à un représentant du gouvernement, dont le rôle est d'essayer de trouver un terrain d'entente entre les deux parties"; voilà un clair exemple d'escroquerie, qui consiste à faire croire que le gouvernement est un organisme neutre qui siège dans les cieux et rend la justice.

Autre type de ruse: " combien de fois a-t-on vu obtenir les 100% dans une revendication? Jamais ..." Puis il parle d'autres choses et annonce la proposition ministérielle de 20 cts + 7.5 cts d'augmentation. Alors tout heureux: " 27.5 cts ça représente 70% de notre revendication maxima... Que pouvions-nous espérer de plus? ". Quelle subtilité!

- 1) 70% ça fait quand même plus que 27 balles.
- 2) "notre revendication maxima" ce n'est plus l'égalité (50 cts) mais 39 cts.
- 3) s'il savait qu'on ne pouvait espérer plus il aurait dû le dire plus tôt ça aurait permis aux ouvrières de durcir plus encore leur position.

Tout le laïus avait été volontairement confus; on ne savait plus si on allait voter pour le ministre, ou pour la reprise du travail.

Dans le court débat qui suivit quelques ouvrières dénoncèrent l'ambiguïté du vote. (il ne faut pas oublier combien les débats sont secondaires dans ce genre de réunion alors que Lambion avait parlé une bonne heure..). "Pourquoi est-ce qu'on ne lutte pas toutes comme au commencement? " " on ne doit pas voter aujourd'hui, attendons la réponse des patrons".. Il y eut pas mal de renous dans la salle. Lambion ressaisit aussitôt le micro: " vous votez sur la proposition du ministre, non sur la reprise du travail".. Mensonge flagrant, puisqu'on apprenait le soir même, par la radio, que les patrons ayant accepté la proposition du ministre, le travail allait reprendre.

"Si nous refusons de voter, c'est un signe de faiblesse", osa-t-il dire à ces femmes en grève depuis 12 semaines. Et l'on passa au vote qui fut secret pour la première fois sans que personne ce coup-ci ne s'y oppose. Résultats: 1320 oui; 205 non; 20 nuls. " C'est facile de faire un conflit, mais la difficulté c'est de savoir comment il se termine" dit aussi Lambion qui doit avoir par coeur les oeuvres de Thorez. Accepter les sacrifices que suppose une grève illimitée, affronter les calomnies de la presse et l'indifférence d'une bonne partie de l'opinion publique, c'est en effet très facile. Mais discuter avec un patron ou un ministre ça en demande des efforts et de la volonté.

D'ailleurs les bonzes syndicaux étaient prêts à en faire bien plus: "nous avons dit au ministre qu'il ne devait pas penser que l'on aurait les femmes à l'usure et que pour notre part nous étions prêts à mettre Liège à feu et à sang pour voir aboutir

les justes revendications des femmes de la FN! Ah! mais

Il serait trop long d'éplucher ici le "Protocole d'Accord" qui fut signé le soir même, les ouvrières apprenant par la presse qu'elles avaient voté la reprise du travail. L'augmentation ne joue qu'à la reprise du travail; l'égalité des salaires n'est pas prête de se faire; il se créa aussi un nouveau système d'inspection médicale qui fonctionne déjà à Cockrill-Ougrée par exemple, et qui laisse prévoir de belles tracasseries aux travailleurs.

A la fin de son rapport, Lobbion avait trouvé nécessaire d'expliquer "si l'on vote pour, c'est une victoire". Sans doute craignait-il que les femmes ne s'en soient pas rendu compte.

La grève de la FN, comme la grève de Zwartberg, conduit à poser des problèmes qui touchent tant les syndicats que les travailleurs, que le rôle des groupes d'avant-garde:

1) le pouvoir des syndicats en tant qu'organisme régulateur dans les rapports de production capitaliste est très important. On peut même dire qu'en Belgique (et ailleurs) il fonctionne à la perfection pour le plus grand bien du capitalisme belge. L'attitude de certains syndicalistes révolutionnaires, anarcho-syndicalistes ou membres de groupes qui agissent dans les syndicats, qui prétendent "forcer les syndicats à agir" est absolument inconséquente. Les syndicats ne peuvent généraliser la grève et utiliser la force des grévistes: là n'est pas leur fonction. Ils sont là pour passer des compromis.

2) Actuellement, en Belgique (comme en France) l'emprise du syndicat reste forte. Si toutes ses manoeuvres (aidées par la légalité) ne réussissent pas à empêcher l'éclatement d'un conflit (lequel éclate d'ailleurs en partie à cause de ces manoeuvres) le syndicat réussit à récupérer les grévistes d'une manière ou d'une autre: les dirigeants n'ont plus besoin d'utiliser la police pour briser une grève, le syndicat suffit. Ces manoeuvres ne peuvent se produire que parce qu'il n'y a pas d'organisation autonome de la grève, pour sa conduite, pour son extension. Les travailleurs paraissent se trouver dans une situation où ils sont très néfiantes et très critiquent vis à vis des syndicats mais où ils ne voient pas même qu'ils pourraient eux-mêmes conduire et contrôler leurs luttes. Le résultat en est que les syndicats et les délégués ont toute liberté de manoeuvre, n'ayant devant eux que la masse des travailleurs unie dans sa combativité mais acceptant des directives extérieures d'action. Cependant on ne peut dire qu'ils ne font qu'attendre des mots d'ordre. S'il faut plus de trois mois aux bureaucraties syndicales pour venir à bout d'une grève, c'est qu'il existe sans qu'elle s'exprime, sans qu'elle se dégage dans des formes une "conscience" (non exprimée comme telle) de la lutte, de ses perspectives réelles. On peut même se demander si ce n'est pas précisément cette "conscience" des possibilités réelles de la lutte qui fait que cette lutte ne dépasse pas le stade actuel (conscience d'un isolement qui voue d'avance à l'échec et rendrait dangereuse pour les participants toute autonomie, toute extension). C'est ce qu'ont compris les camarades de Voix Ouvrière de Cockrill-Ougrée qui n'ont pas donné des mots d'ordre d'organisation aux ouvrières, mais des explications sur le sens réel de leur lutte. Car le dépassement vers l'autonomie ne pouvait être que pensé par les ouvrières et mis en oeuvre par elles.

3) Ceci à notre avis explique l'échec des Comités d'Action créés par la fraction communiste pro-chinoise. C'est la tentative léniniste (ou trotskyste) traditionnelle : il y a une lutte ouvrière, des militants d'une organisation (extérieure ou intérieure à l'entreprise) viennent organiser la lutte. Ce faisant ils agissent comme les syndicats ou partis qu'ils critiquent, simplement avec des buts différents. Ceux-là disposaient des moyens financiers que l'on connaît. Le résultat est médiocre par rapport aux moyens engagés. C'est une leçon pour tous ceux qui axent toute leur activité dans ce sens: donner (avec ou sans arrière pensée) des conseils précis de lutte aux ouvriers (mots d'ordre revendicatifs, modèles d'organisation, etc..) Si l'existence des comités d'action a eu une incidence sur la grève, c'est plus à l'égard des syndicats qui craignent toujours que leur appareil soit supplanté par un autre qu'à l'égard des ouvrières. Il y a sur tout ceci un débat à poursuivre avec tous ceux qui n'essaient pas de réduire la réalité sociale à leur schéma politique.

que veulent les syndicats

que veulent les travailleurs

Les camarades d'ICU lors de la dernière réunion, ont essayé de répondre à ces deux questions, d'abord en donnant les informations de leur boîte sur la préparation de la grève du 17 mai et sur l'attitude des travailleurs, puis sur ce qui pouvait percer des intentions réelles des syndicats. Mais en même temps, grève ou pas grève, la vie d'un travailleur est toujours la vie terriblement quotidienne avec les bouleversements techniques, les conflits et les humiliations quasi-permanentes, la petite guerre à laquelle chacun est contraint s'il ne veut pas que toute sa vie soit broyée par le travail, mais aussi les variations d'horaires, la course aux heures supplémentaires, les craintes de toutes sortes, le poids et l'acceptation d'une société de consommation. Tout cela est inséparable de ce que la presse appelle "les luttes", donne leur dimension réelle et explique les attitudes en regard des mots d'ordre syndicaux.

renault

Automobiles-Billancourt (banlieue de Paris) 30.000 ouvriers.

La grève du 17:

On a nettement l'impression chez Renault que la CGT ne veut pas d'une participation massive à la grève et à la manifestation projetée de la Bastille à la République. Tracts habituels, mais les gars restent sur la réserve. Il y a de quoi.

Tract commun le 13 mai (CGT, CFDT, FO) appelant "à un arrêt de travail de 3 heures" (alors que partout ailleurs la grève est de 24 heures).

La raison donnée. C'est la faute de la direction Renault: il paraît que les travailleurs "ont également ressenti la nécessité d'aller chez Renault vers des luttes de plus longue durée. Cependant, ils considèrent que la direction viole le droit de grève en maintenant les clauses restrictives sur les primes, ce qui met en cause présentement un arrêt de 24 heures chez Renault".

Pour qui n'est pas chez Renault, il faut une explication. Dans les accords Renault signés par tous les syndicats, il y a une clause restreignant le droit de grève: une franchise de 12h de grève autorisée par semestre (même la grève est planifiée dans le capitalisme moderne) au delà de laquelle 20% de la prime semestrielle saute (les syndicats ont bien mis leur signature au bas de ce texte). Un bon moyen pour briser les grèves sauvages qui n'auraient l'accord ni de la direction ni du syndicat. Mais si d'autres nécessités (politiques ou autres) forcent les syndicats à organiser de multiples débrayages ils se trouvent coincés entre le "respect" de leur signature et leurs propres intérêts (notamment de ne pas trop perdre la face devant les travailleurs). Comme les journées revendicatives ont épuisé le crédit d'heures convenu, et qu'il n'en reste plus que 4h30, chacun peut comprendre pourquoi Renault ne débraie que 3 heures.

Cela embarrasse bien la CGT qui dans un tract du 16 mai essaie d'expliquer l'inexplicable:

"NOTRE PARTICIPATION MASSIVE A L'ACTION DU 17 MAI doit aussi signifier notre volonté d'en finir avec les sanctions sur notre salaire que constituent les retenues sur primes.

Lorsque nous travaillons une journée, DREYFUS nous paye une journée, lorsque nous ne travaillons pas une journée, il n'a pas le droit de nous retenir 3 jours de salaire.

UNE DECISION DEMOCRATIQUE: Dès le 2 mai, le syndicat CGT déclarait: "il appelle les travailleurs à participer aux réunions qu'il organise et à donner leur avis pour déterminer ensemble leur participation à la grève de 24h." Malgré les conditions de travail extrêmement dures existantes, malgré les mesures d'inti-

"midation de la direction, des dizaines de réunions se sont tenues dans l'usine des milliers de travailleurs se sont prononcés.

Il en est ressorti que la proposition d'une grève d'ensemble de 24h était favorablement accueillie par un grand nombre de travailleurs mais que les retenues illégales sur notre salaire, ne permettaient pas d'entraîner dans ce mouvement la majorité de l'usine.

C'est pourquoi le syndicat CGT a retenu la proposition d'une grève de 3h qui correspond à la volonté de la majorité et qui a permis de réaliser l'union des trois syndicats.

C'est cela la démocratie ouvrière, telle que l'entend la CGT. C'est pour pouvoir être beaucoup plus forte et renforcer ainsi la démocratie que nous vous demandons de rejoindre les rangs de la CGT. " ...

En pratique, c'est la plus grande confusion. Certains ateliers travaillent soit en "normal" soit en équipe (2 x 8) : pour tous, le débrayage de 3h n'est même pas à l'heure de la manifestation mais avant l'heure de sortie, 11h pour les uns, 14h 51 (sic) pour d'autres, 19h pour d'autres. Et pour ceux qui récupèrent le samedi 21, c'est ce jour là qu'ils devront débrayer. Les uns travaillant, les autres sans moyens de transport, les gars de Renault pourront sans doute participer "massivement" à la manifestation. C'est pour cela que le tract commun des syndicats "appelle avec force tout le personnel à s'organiser par atelier, chaîne et bureau pour partir en groupe en utilisant les véhicules" (sic).

Comment les travailleurs ne seraient-ils pas méfiants alors que les syndicats s'emploient si bien à désamorcer leurs propres mots d'ordre et se montrent en toute occasion si respectueux des accords qu'ils ont passé avec la direction.

LA REACTION d'un ouvrier:

Il a toujours débrayé à l'appel des syndicats, et même de la seule CGT où il est syndiqué. Comme il travaille en équipe, il apprécie "les recommandations" syndicales. Il accroche violemment le délégué CGT, l'injurie et finit par déchirer sa carte qu'il envoie à la figure de l'autre.

PENDANT CE TEMPS-LÀ:

La direction continue son travail, la boîte continue à tourner. Dans un atelier de professionnels, le travail est à la pièce et le temps est donné pour chaque pièce par le chrono. Si l'on gagne sur le temps alloué on a une avance qui est mise à la banque. Si l'on a du retard, on pique sur la banque. Certains ont ainsi jusqu'à 70h d'avance. Cette semaine, le chef d'atelier a raflé toutes les heures, les comptes ont été remis à 0; c'est du vol, jusqu'à 15 jours de paie à 5 frs de l'heure. Ça rouspète ferme. Mais le chef d'atelier a réponse à tout: c'est anormal d'avoir tant d'avance, toi tu lis le journal pendant le boulot; le pouvoir de défense est limité. Et il ne se passe rien d'autre. De la rancune mise en réserve pour coincer la maîtrise ailleurs et repiquer autre chose. C'est la petite guerre quotidienne. Mais personne n'a l'intention de se battre directement, de faire la grève. Il est vrai que l'exemple des I20 régleurs du département 55 (plusieurs semaines de grève pour rien, dans l'isolement - voir I60, mais 66) n'est pas oublié.

imprimerie

Le travailleur - petite boîte - 50 ouvriers - Paris.
Le comité inter-syndical (CGT) lance un mot d'ordre d'une journée complète de grève (pas le 17 mais le 6 mai). C'est le même qui, il y a deux mois avait stoppé toute action qui partait de la base sur la revendication des congés d'hiver. Le mot d'ordre syndical - sans consultation des ouvriers du livre - était assorti d'une grève des heures supplémentaires pour la semaine suivante - pour empêcher toute récupération. Seul le travailleur était touché, pas la presse (elle devait faire grève le 17).

Grande discussion dans l'atelier. Situation paradoxale: certains qui se déclarent prêts à faire grève avant refusent cette fois-ci en se retirant derrière

le fait que le syndicat "s'est foutu de nous", d'autres qui critiquaient les manoeuvres syndicales sont amenés à défendre le mot d'ordre syndical- bien que pris par en haut-. Car à l'échelle d'une petite boîte, il est évident qu'une division entre grévistes et non grévistes est dangereuse: pour longtemps, la solidarité de l'atelier sera brisée et il sera difficile de faire quoi que ce soit et le patron en profitera.

D'ailleurs, à la réunion qui discute de la grève, son adjoint est là. C'est normal: il appartient à un syndicat de cadres.. affilié au Livre. Mais il est bien évident qu'il compte sur une division. 5 ou 6 gars sont contre la grève. Mais plusieurs gars interviennent - sans crainte d'ailleurs de la présence de l'adjoint au patron (celui-ci se tait sur l'affirmation du délégué que les cadres font aussi la grève (ce qui s'avèrera d'ailleurs faux). Finalement, tout le monde se rallie à la grève et elle sera effective.

Incident lors du compte rendu fait par le délégué de la réunion de commission paritaire qui, après la grève, a accordé 2% de rallonge échelonnée; l'adjoint au patron prend de haut le fait qu'il n'a pas été prévenu que cette réunion se tiendrait pendant le travail de 13 à 13h30 : 1/2h sera retenue sur la paie. Un climat qui se durcit?

Discussion entre deux camarades du Livre:

- La grève des heures supplémentaires (qui a suivi la journée de grève) a beaucoup gêné les patrons et est un fait nouveau dans la profession. C'est un moyen de pression plus efficace que l'arrêt de travail habituel. Il y a eu des protestations chez certains ouvriers, mais elle a été suivie. D'ailleurs, à une réunion de délégués du Livre, ceux-ci ont insisté que ce n'était pas une mesure à réenvisager dans l'immédiat (était-ce la conséquence de la protestation des ouvriers ou de celle des patrons qui avaient accusé le coup et tenté de tourner cette grève des heures?). Si une action devait se développer c'est en ce sens qu'il faudrait agir: la suppression totale des heures; le budget est fixé en fonction des heures qui sont la plaie du Travail (et d'ailleurs) et qui pour les patrons sont un des moyens de rendre la vie de chacun entièrement tributaire de leurs "nécessités commerciales", c'est-à-dire de leur course au profit maximum.

Travaux publics

Entreprise spécialisée- Montereau- Seine-et-Marne

Ordre de grève de 24 heures, lancé par la CGT et la CFDT avec réunion le 17 au matin dans un cinéma, et l'après-midi meeting à Melun avec défilé jusqu'à la Préfecture

ptt

Centre de tri- Paris

Avalanche de tracts pendant la première quinzaine de mai, de tous les syndicats, pour la grève du 17: la littérature que chacun a pu lire chez lui. Avec en plus du tract traditionnel du PC un tract commun de la section PTT-Gare de Lyon PTT et de "militants socialistes SFIO" de la gare de Lyon. Il y est question bien sûr du 17 mai, mais aussi de poursuite du dialogue engagé entre les partis de gauche en vue de trouver les moyens d'éliminer le régime de pouvoir personnel..."

Énergie atomique

Entreprise publique (C.E.A.) Saclay- banlieue de Paris.

Grève d'une journée le vendredi 29 avril; la CGT plus implantée parmi les cadres est pour une augmentation hiérarchisée; FO plus tard venue, a recruté plus vers la base et est pour une rallonge non hiérarchisée; la revendication commune est entre les deux, à moitié hiérarchisée. Pourquoi la grève le vendredi 29: cela fait un week-end prolongé bien que, pour une histoire complexe de congés payés et de samedi jour ouvrable ou non, chacun se demande si le lendemain 30 avril sera décompté ou non comme valant un jour pour les congés (un arrangement sera pris pour qu'il soit décompté). Il y a 70 à 75% de grévistes. Dans le secteur recherche la grève est plus suivie chez les cadres que chez les agents techniques. Le vendredi matin, entre 300 et 800 employés du CEA se retrouvent devant le siège à Paris, rue de la Fédération (jamais de grève dans l'administration). Les flics

barrent la route, banderolles, "des sous Charlot", "Robert au balcon" (c'est un des patrons tendance UNR), tente de crier "Perrin au balcon" (autre patron). Personne ne reprend, il ne faut pas toucher à celui-là du PSU. De même personne ne reprend "A bas la force de frappe". (il y a une journée de grève à Pierrelatte, Drôme- usine de séparation isotopique de l'uranium, suivie à 75-80%, grève pour la "stabilité de l'emploi" - alors il faut se taire pour la force de frappe). Refus de recevoir des délégués. On envoie une lettre protocolaire et cahier de revendications.

Nouvelle grève de 24h, prévue pour le 17 mai, la troisième en un mois. Situation nouvelle par rapport aux années passées: même les travaux de recherche en cours sont interrompus par les grévistes.

banque

Siège social Paris. banque nationalisée

Elections de délégués, majorité CGT et CFDT. FO et CFTC viennent loin derrière, chacun des majoritaires tire sur son dissident. Dans le service I5 abstentions sur 120-130 personnes. La fusion BNCI-CNEP (deux grandes banques nationalisées) est dénoncée par la CGT. Mais rien sur la décentralisation vers la banlieue. Pas de grève le 17 dans les banques et pas d'action en cours.

chausson

accessoires et construction automobile- Gennevilliers- banlieue de Paris

Le patronat de l'automobile semble craindre des grèves prolongées. Berliet, Citroën, Renault, n'arrêtent pas de prendre des fournitures. Dans la plupart des ateliers, c'est la course aux heures, jusqu'à 60 heures par semaine (sauf à l'outillage où 400 gars continuent à faire le travail de 200). Cette frénésie dure depuis le début avril et ne s'explique pas: au retour des vacances, la production risque de dégringoler. La plupart des ouvriers travaillent pour la feuille de paie: 10h par jour, plus le samedi.

Chez Chausson, les grèves syndicales sont largement suivies:

- le 24 février, c'est un succès.
- en mars, marque pourtant un recul chez les mensuels.
- le 6 avril, c'est la seule boîte en France qui débraie à 90%.
- la grève a été lancée pour le 17 mai; mais si le travail est maintenu ce jour là pour les services centraux, les services de fabrication (ou rattachés) récupèrent le jeudi; les syndicats ont donc donné ordre de grève pour mardi et jeudi.

Bien que les syndicats puissent parler chez Chausson de succès des mouvements, les ouvriers pourtant débraient en sachant que cela ne sert à rien. Il s'agit de marquer le coup, rien d'autre, mais il n'y a pas de critique des positions et des actions syndicales. Sauf dans les chantiers navals et dans la métallurgie lorraine (qui ont des raisons particulières de lutte), la grève du 6 avril a été un fiasco. Comme pour le 17 mai on peut dire que les ouvriers s'en fichent. A aucun moment, il n'y a de conjonction entre l'action propre des travailleurs et les syndicats avec leurs mots d'ordre; sous ce rapport c'est au point zéro. Les ouvriers débraient pour des tas de raisons particulières. Après le 6 avril, la Fédération CGT de la métallurgie était embarrassée. Que faire? Elle s'est cramponnée à la grève de l'EDF. On parlera de grève magnifique. Mais beaucoup viendront récupérer et cela sera passé sous silence. Il n'y a pas actuellement de volonté revendicative à la base, pas de poussée réelle.

rhône-poulenc

produits chimiques- Vitry- banlieue de Paris

Election de délégués du personnel: la CGT gagne un siège dans le collège agents de maîtrise, tandis qu'elle perd 160 voix dans le collège ouvrier (soit 20% des voix 1965). (perd à gauche, gagne à droite).

La CFDT se maintient, mais se retrouve dernier syndicat dans le collège ouvrier de l'usine, après FO et Indépendant.

FO augmente en "mensuels" de 36 voix (il y a 650 mensuels dans l'usine (+ 100%)) et augmente en "ouvriers" de 80 voix (il y a 2500 ouvriers dans l'usine) (+53%). mais dans tout cela, il ne faut noter que les 30% d'abstentions. Ces 30% sont significatifs du mécontentement des travailleurs envers les syndicats après les grèves.

A noter encore que FO se retrouve avec 1 siège au total et que le délégué est un sans appartenance syndicale. Ceci est important car je suis curieux de voir comment vont opérer les gars de Voix Ouvrière, entrés à FO pour profiter de ce délégué.

bureau de dessin

petite entreprise- Paris- 15 employés

A cette échelle (2 projeteurs, 2 Etudes 2, 1 Etude 1 et le reste d'exécution) avec un patron qui sait manoeuvrer, le problème n'est pas de discuter de la grève mais de savoir comment affronter le plus souvent seul, le bon vouloir de celui qui dirige.

La grève du 17: cela vaut une réunion du chef qui organise le ramassage par ceux qui ont une voiture de ceux qui seront bloqués par la grève. Car la boîte est ouverte. Des discussions, parce qu'un gars est dans une mauvaise passe (sa femme gravement malade) cela risque de faire comprendre le bas niveau des salaires et de souder les employés contre la direction. Le chef sent le danger: devant tous, il parle d'adhérer à une mutuelle, etc., demande l'avis de chacun. Quinze jours après, tout est enterré.

Contacteur chacun est difficile: les uns ont peur de se retrouver à la rue un autre réussit à se faire attribuer du travail à la maison (pris sur le secteur électrique qui n'en a déjà pas trop) deux autres utilisent les procédés les plus dégradées pour se faire bien voir (refus de conseils, ou faux conseils aux exécutants, erreurs divulguées partout...) refus de discussion d'un autre. Chacun se renferme dans son coin, dans l'impression de sécurité acquise (jamais de licenciement jusqu'ici, même quand le travail diminue), dans l'isolement le plus total.

Que peuvent bien faire des mots d'ordre syndicaux dans cette situation?

assurances générales

siège social- entreprise nationalisée -Paris- 3000 employés

Après les réunions d'entreprise, les signatures de pétitions, la collecte des revendications, les attaques contre les "diviseurs", les démarches à la direction, les syndicats (CGT-CFDT-FO-SNAM-CGC) organisent une manifestation le 11 mai devant la Fédération Patronale le matin de 9 à 10h. Tout a été minuté avec la police et se déroule selon le "plan prévu". Au maximum, 15% des employés d'assurances des boîtes toute proches. "Des sous Charlot", "Moussu au balcon" (c'est le président de la Fédération patronale). Les mots d'ordre se généralisent: les revendications particulières étaient juste bonnes pour intéresser et attirer les employés; maintenant c'est "augmentation des salaires", "améliorations de la retraite", etc., sans plus. On ne parle même pas des 40 heures. Et la couleur politique commence à apparaître.

Bien que les syndicats aient victoire et proclament que les employés "ont grandement démontré" leur volonté de lutte, ils n'osent pas lancer un mot d'ordre pour le 17 mai (qui serait d'autant moins apprécié que beaucoup d'employés seront absents faute de transports et qu'une telle absence n'entraîne aucune retenue de salaire). Ils organisent un vote par entreprise. Aux Assurances Générales, le vote se fait par branches: Vie: 35% pour la grève- Incendie: 50% -- Accident: 25%. Le mot d'ordre n'est pas lancé. Il n'y a pas eu de grève le 17.

Il peut arriver que des camarades, pour des raisons diverses, ne reçoivent pas un des numéros d'I C O. Nous n'avons pas de moyens de le contrôler; nous leur demandons de nous écrire rapidement pour un envoi complémentaire.

D'un camarade de St Etienne (Loire)

Alors que les centrales débordent d'activité- surtout imprimée- pour faire adhérer les travailleurs réticents à leurs mots d'ordre, ils ont une attitude exactement opposée là où des luttes éclatent sans eux.

De la Bastille à la Nation, les chefs politiques et syndicaux sont sur le front des troupes pour que tout rejaillisse sur leur personne et leur organisation. A l'échelon d'une boîte en grève, l'apparition des chefs (de l'Union départementale ou plus haut si nécessaire) sonne le glas de la lutte.

En regard du déploiement des bannières syndicales, le récit qui suit, tiré de la presse locale situe bien à l'opposé l'une de l'autre la grève ouvrière et la grève syndicale.

Rive de Gier- Etablissements Harrel- 1200 ouvriers- Aciérie.

La grève éclate le vendredi 22 avril aux fours "Ugine" et s'étend le samedi 23 à toute l'usine: c'est la grève totale pour les salaires. Elle continue le lundi 25 avril. Mais des pourparlers sont entamés par les seuls délégués de l'usine (CGT et CFDT) dès le matin:

" Ce premier contact ne devait guère être fructueux puisque la seule proposition positive de la Direction résidait dans un "oubli" des mesures prises contre les ouvriers des fours "Ugine". Sur toutes les autres revendications, la direction restait inflexible, notamment pour les salaires " les conjonctures présentes ne permettant d'envisager une quelconque augmentation ".

Meeting d'information au début de l'après-midi. Nouvelle entrevue avec le P.D.G. mais cette fois les délégués ne sont plus seuls: les caïds de l'U.D. CGT et CFDT ont pris la tête. Eux signent sans hésiter un protocole d'accord avec la direction:

1- Oubli des sanctions prises à l'occasion du conflit.

2- Examen dans l'esprit le plus large de l'évolution du salaire total: (fixe plus prime) des surveillants four Ugine à la date de la création des sous-catégories. Classement acquis: OS 2 4 plus prime des trains. Le résultat de l'examen sera communiqué mercredi 27 après-midi.

3- Respect mutuel des dispositions prévues au protocole d'accord d'entreprise pour règlement des litiges.

4- Garantie d'une augmentation de salaire avec discussion engagée au plus tard en septembre 66.

5- Création d'une commission paritaire pour examen des caractéristiques de l'emploi pour classification de certains postes usine.

Mais tel qu'il est, ne contenant guère que des promesses, il va falloir le faire avaler aux ouvriers. Il est soumis par le secrétaire de l'UD CGT à une assemblée de 300 ouvriers (sur 1200):

" L'exposé du secrétaire général de la CGT rencontra, certes, quelques mouvements divers, lorsque fut abordé le plan des salaires, mais faisant ressortir les gains obtenus, il devait pour sa part, relever les avantages présentés par la signature du protocole d'accord.

Le bonze CFDT succédant à celui de la CGT rappelait qu'une prolongation du mouvement entraînerait une lutte difficile et longue. Un délégué CGT souligna que la promesse d'une revalorisation des salaires, au plus tard pour septembre constituait déjà un premier pas par rapport à la position intransigeante de la direction, dans la matinée.

Votant à main levée, les ouvriers et le personnel se montrèrent, à une large majorité, favorables à la signature du protocole et à la reprise du travail effective depuis ce matin 4 heures."

Qu'on prenne les Chantiers Navals de Port-de-Bouc, Rhône-Poulenc (voir les précédents numéros d'ICO) les travailleurs qui se mettent en grève hors des sentiers syndicaux battus se trouvent immédiatement en présence de "médiateurs": les chefs syndicaux locaux ou nationaux rompus aux procédés divers pour duper les travailleurs avec des simulacres de démocratie. Pour l'instant cela réussit. Mais on peut considérer qu'à l'échelon des entreprises les travailleurs font présentement l'expérience des bureaucraties syndicales en tant qu'opposant à leurs luttes, ce qui est un pas vers des luttes autonomes, des grèves sauvages menées contre le patronat et le syndicat.

"LA NOUVELLE CLASSE à l'action:
 "Le gouvernement devra comprendre qu'il
 "a eu tort de négliger les notables que
 "nous sommes. Au besoin, nous déclencherons
 "des mesures contre-économiques qui net-
 "tront sa trésorerie en péril".
 "(déclaration de Tribié, leader FO des
 "fonctionnaires- Le Monde- 17 mai 66).
 "On ne sait pas trop si les "notables" sont
 "les fonctionnaires ou les chefs syndicaux.
 "Mais jamais il n'avait été avoué aussi
 "nettement que les troupes se battaient
 "pour que les "notables" accèdent au pou-
 "voir. Ça ne vous dit rien: paysans et
 "ouvriers se battant pour la bourgeoisie
 "en 89 ou en 48, pour la bureaucratie du
 "parti bolchevik en 17, pour la technocra-
 "tie aujourd'hui.
 "Et les mesures contre-économiques seront-
 "elles appuyées par la finance française
 "ou étrangère (les USA par exemple)?

Vignancour ait pu se présenter pour participer
 à la manifestation est significatif); mais en
 même temps le parti communiste est partagé
 entre son "visage ouvrier" qui le force à
 être présent et son soutien discret à De Gaulle.
 D'où le "désamorçage" de ses propres mots
 d'ordre par la CGT (voir ce que dit le camarade
 de Renault). Dépassons ce niveau immédiat et
 nous trouvons, vis à vis de n'importe quel pou-
 voir politique, c'est-à-dire, en réalité des
 dirigeants financiers économiques du patronat
 la revendication profonde des syndicats d'être
 les "gérants" de la "main d'oeuvre ouvrière"
 et ce, à l'égard de n'importe quel gouvernement
 ou régime de la société capitaliste (et même
 l'affirmation en tant que classe technocratique
 -voir déclaration de FO sur les notables).
 La CFDT a les coudées plus franches que la
 CGT coincée par la politique extérieure de
 De Gaulle à l'égard de la Russie et l'orientation
 économique vers l'Est. C'est elle qui pose le
 plus nettement sa participation à tous les
 rouages de l'Etat. L'objectif actuel "négo-
 ciations avec le patronat" est plus pour définir
 la place actuelle et future des syndicats que
 les "revendications".

La CGT revendique, sous d'autres mots, les mêmes choses.
 Dans tout cela, ce que nous pouvons expliquer, c'est précisément le
 sens de l'action et des revendications syndicales.

Quant à la stratégie, chère aux groupes révolutionnaires, on s'en fout
 elle se place sur le même terrain que les syndicats et fait leur jeu. Eux aussi ont la
 même optique d'une élite dirigeante.

Ce qu'on peut observer, c'est que les revendications, les actions, ne
 partent jamais de la base; elles sont toujours posées par les délégués syndicaux d'accord
 avec les dirigeants. Nous n'avons pas à faire la même chose.

Tout change radicalement quand on essaie de faire poser les revendica-
 tions, faire discuter de l'action directement par la base. Lorsque la volonté des tra-
 vailleurs arrive à s'exprimer et à se concrétiser, alors seulement l'action ne peut être
 accaparée par les syndicats: elle les trouve au contraire hostiles, c'est alors que les
 travailleurs peuvent comprendre ce que nous disons.

oooooooo

le 17 mai

DANS LA "BANLIEUE ROUGE":

Vitry- Rhône Poulenc: 13 mai, la CFDT se joint enfin à la CGT et à FO
 pour un appel commun pour 24h de grève, pour le 17, avec les revendications établies
 avant les quatre jours de grève de mars-avril, savoir: pas d'augmentation inférieure à
 105 frs ou à 0f,60 de l'heure.

Cela avec un appel à une manifestation massive à la Bastille, dans une
 prose digne de 1789...

17 mai: 30% à peu près du personnel débrayent- 20% à peine sont devant
 les portes. Un cortège prend la direction de Choisy-Le-Roi, ramassant au passage 150 à
 200 travailleurs des Verreries et Cristalleries de Choisy (90% de ces travailleurs sont
 nord-africains, noirs ou espagnols, ou portugais). Un total approximatif de 700 travailleurs

défilent dans la ville. Principal slogan: "augmentez nos salaires"; une banderolle qui tient la largeur de la chaussée: "section FO Rhône-Poulenc- comme en 1936, tous ensemble grève jusqu'au bout". Place de l'Eglise, inévitables discours des secrétaires de ceci, des secrétaires de cela. Tous les responsables du PC de la ville sont là, avec madame Thorez. Lecture d'un télégramme envoyé par la police au maire communiste de Choisy, télégramme faisant part d'une solidarité.. que les stals sont heureux d'applaudir, mais que les travailleurs n'ont pas l'air d'apprécier! Le secrétaire de la section CFDT Poulenc-Vitry fait son petit discours, très enflammé... pour terminer à peu près en ces termes: " mais ce n'est pas par la grève générale que nous y arriverons, mais en luttant chacun dans nos entreprises"! Oh la gaffe! Trop sincère celui-là, même le responsable CGT qui lui tenait le micro a tiqué! Le secrétaire FO, révolutionnaire V.O. prend la suite et ne manque pas de placer son " contrairement à ce que vient de dire... nous pensons que la grève générale seule peut apporter satisfaction". Et dans tout cela comment réagit le travailleur? Aucune réaction apparente sinon un regard inquiet vers le voisin.

<p> Au meeting de Choisy- un responsable P.C.F. avec un drapeau bleu-blanc-rouge sous le bras. On va lui demander à deux ce qu'il comptait faire avec le drapeau de la bourgeoisie. "une quête pour les frais de cars pour aller à la Bastille", nous répond-il. On lui rappelle que le drapeau rouge serait mieux. "je n'en ai pas" dit-il. " Donne ton drapeau, que l'on arrache le bleu et le blanc, il restera le rouge". "Non, non, je ne veux pas, il est à moi." Et le gars de défendre son drapeau... </p>	<p> Le meeting auquel ont participé toutes les catégories de grévistes de la ville de Choisy se termine par la lecture d'une déclaration de principe comportant entre autre "plus de salaires au-dessous de 600 Frs". On fait voter les gars présents, la majorité dont les nord africains et espagnols n'ont rien compris, dit oui à la motion sans savoir à quoi elle engage. Un militant révolutionnaire clame alors qu'il n'est pas d'accord, jugeant que 600 frs est un salaire de crève la faim et trouvant que ça ne vaut vraiment pas la peine de se battre des millions ensemble pour des broutilles. Quelques "oui, il a raison" fusent et amènent l'orateur à clôturer la séance par un "motion votée à l'unanimité". "Elle n'est pas valable", clame encore ce révolutionnaire vraiment trouble-fête. Tout le monde sourit et se disperse. Voilà pour la journée du 17 mai. </p>
---	---

LICTIONS

oooooooooooo

REUNION DES CAMARADES DE PARIS: 14 mai 1966. 29 présents.

(assurances générales- bureau d'études-Chausson-Crédit Lyonnais- Energie atomique-enseignement- Etudes de Marché-Imprimerie (Labour)-Jeumont-Métallurgie-P.T.T.-Renault-Travaux Publics-divers).

- I- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs en France.
- II- Discussion sur la signification des mouvements syndicaux actuels: voir texte spécial.
- III- Exposé d'un camarade qui a assisté à la fin de la grève des ouvrières d'Herstal (banlieue de Liège) - voir texte.
- IV- Correspondance: lettres de camarades de Marseille (EDF), de St Etienne (métallurgie), de Bruxelles (provos), de Vitry (Rhône-Poulenc) de Bordeaux (centrale électrique d'Arbès); ces lettres figurent dans ce bulletin.
- V- Liaisons internationales:
 - les camarades allemands du groupe de Munich (voir ICO, nov.65, p.10- et janvier 66, p.21) nous demandent d'assister à une réunion de camarades de différents pays. Les camarades d'ICO sont d'accord pour que ceux qui en auront la possibilité y participent.

- lettre de Londres demandant l'échange avec une édition anglaise de "The rebel worker".

VI- Critique d'I.C.O. lettre d'un camarade de Bordeaux:

"Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, je suis très attaché à I.C.O. C'est la brochure que je lis avec le plus de satisfaction, car ses informations sont impartiales; détaillées, sans animosité, de provenances diverses, tant par leurs formes que par leurs sources, c'est là du bon travail.

La critique contre les syndicats y est souvent très dure, je reconnais que bien souvent elle est justifiée, moi-même je ne me gêne nullement pour dire à nos pontifs ce que je pense, mais j'y mets davantage de formes, car mon premier souci est d'éviter autant que se peut d'activer une certaine animosité qui, avouons-le, n'arrange rien. Combien de fois n'ai-je pas amené des camarades à changer de positions sur un sujet ou sur un autre par le simple fait que mes opinions, si elles sont fermes et précises, sont aussi très souples. Combien de fois ne me suis-je vu traité d'idiot ou de fou, ce à quoi j'ai toujours répondu:...oui peut-être vous avez raison, mais... et la conversation continuait.

Voyez-vous camarades, j'aimerais que I.C.O. se répande ici, mais l'esprit de chacun en général n'est pas suffisamment ouvert pour, je ne dirais pas admettre la critique qui y est faite, mais pour en digérer la haideur... Certes lorsque nous sommes révolutionnaires, nous avons tendance à parler ou à écrire tel que le font la plupart des camarades et si nous ne nous nettons pas dans la peau des autres, il est certain que cette haideur ne nous apparaît pas, loin de là. Voici donc, chers camarades la seule critique, si toutefois on peut appeler cela une critique, que je tenais à vous exposer".

VII- Viet-Nam: exposé d'un camarade reproduit ci-après.

VIII- Prochaine réunion:

samedi 18 juin - heure et lieu habituels

oooooooooooo

LINE expérience ouvrière

Ce texte rédigé par un camarade de Bordeaux est à rapprocher des textes suivants expliquant l'expérience de camarades dans leur entreprise:

Le C.D.O. Rhône-Poulenc, à Vitry (I.C.O. juin 65, N° 40).

Une expérience syndicale (I.C.O. avril 65, N° 38).

Une expérience d'organisation ouvrière (I.C.O., décembre 65, N° 44).

(Socialisme ou Barbarie N° 20, décembre 56.)

Lavalette (cahier d'I.L.O. mai 60.)

Discussion entre deux camarades de Voix Ouvrière et d'I.C.O. (I.C.O. février 65, N°36).

"Voici quatre ans que je suis à l'E.D.F. (centrale thermique de Bordeaux-Ambès, 120 agents, en qualité d'électricien "service d'entretien". Jusqu'à cette année, je ne suis tenu à l'écart de toute activité syndicale ou autre, rien ne marchant bien ou même à peu près bien.. Le syndicalisme consistait pour les délégués à attendre et à transmettre les ordres, qu'ils recevaient de leurs Fédérations. De temps à autre, un délégué fédéral venait soit pour l'un ou pour l'autre, CGT, FO, CFDT, UNCF, et même dans ces cas, chaque secrétaire de section avait du mal à retenir leurs adhérents pour qu'ils assistent à ces réunions.. Aussi quand je faisais pression sur eux pour qu'ils fassent une réunion commune de l'ensemble du personnel, ils n'ont jamais trouvé utile de le faire. Seuls les délégués CGT auraient été d'accord il est vrai, pour que j'adhère à ce syndicat.

Début 66 de nouvelles élections ont eu lieu au sein de la section CGT; tous les adhérents furent portés sur la liste des candidats sauf les sortants qui ne voulaient pas se représenter. C'est ainsi que je ne suis retrouvé en tête de liste

avec un autre camarade. Que faire dans une telle situation. Je décidai avant tout de lancer l'appel que voici. "Les membres présentés par le vote pour prendre la responsabilité de la section considérant que l'action syndicale ne peut être qu'un travail collectif et un accord mutuel entre tous, demandent avant de s'engager dans cette responsabilité la réunion du personnel CGT à seule fin que l'action de chacun soit celle de tous." A la suite de quoi j'eus la satisfaction de voir réunie toute la section, sauf évidemment les agents en service qui ne pouvaient être présents.

Je mis les gars dans le bain, en leur disant notamment ce que représente en gros le syndicalisme pour moi et l'action qui doit en découler, non seulement pour les délégués, mais pour chacun d'entre nous. Chacun s'engageant à suivre les grandes lignes nous acceptons donc nos responsabilités syndicales, et la réorganisation commença dès le lendemain, une première décision eut pour but de recréer le climat syndical au sein de la section en attendant de pouvoir le développer, davantage. Notre première action comporte donc une semaine d'action et d'étude syndicale, c'est-à-dire réunion chaque jour de la section, de 13h à 13h30. - Moyenne: 19 présents- 11 en service- 2 malades- 3 absents. Total 35 adhérents - cadre et maîtrise formant une autre section de 20, soit au total CGT: 55.

De ces réunions, toute la vie syndicale est sortie au grand jour, en commençant par la Charte d'Amiens, les grèves et le climat de 36, que j'ai d'ailleurs connus ayant à l'époque 15 ans, l'action de masse et ses répercussions sur l'action syndicale, les actions des années passées, l'action dans le présent, nos vues sur l'avenir...

Autant de sujets qui ont permis de recréer un véritable courant de conscience et d'action, c'est déjà une réussite, puisque chacun est d'accord pour que l'on continue ces réunions.. Une autre série aura donc lieu qui développera les conditions de la lutte syndicale pour le proche avenir. Savoir: ce que l'on veut, pourquoi on le veut.

Un fait important fait que cette action est interrompue: sur le plan national, la Direction EDF vient d'aviser les agents logés par elle ou par son intermédiaire que leurs loyers allaient subir un relèvement qui pouvait aller du simple au double pour les agents des Centrales thermiques. E.D.F. ayant en effet à seule fin d'amener les agents à venir habiter des lieux souvent isolés, fait bénéficier ceux-ci de tarifs particuliers, auxquels était jointe une prime dite d'éloignement.

Devant cette prétention, il y eut protestation unanime et subite de l'ensemble du personnel pouvant être touché par une telle mesure, en regard de quoi, la direction générale mit son projet en sourdine.. Tout le monde se calma, puis des informations filtrèrent, la direction générale ayant demandé à la direction des G.R.P.T. (Groupes de productions thermiques) d'établir un projet sur le relèvement des loyers.

Ce dernier fut établi dans l'ombre et seuls les délégués fédéraux en eurent connaissance. Durant ce temps, suite à une réunion des délégués par le chef du personnel, nous sentons, à la centrale d'Amèges que l'affaire des loyers s'annonce mauvaise aussi je profite de l'occasion pour que s'organise la première réunion intersyndicale (CGT-FO-CFDT). Seul l'UNCF n'y participe. Chacun sent le danger, mais la situation a été si embrouillée par la direction qu'il y a pas mal de flottement; j'arrive cependant à décider les délégués à engager les agents à agir; pour ce faire, je demande que soit organisée une réunion de l'ensemble du personnel; là, je rencontre pas mal de difficultés, ils ne sont pas pour une telle réunion; prétexte: il n'y aura personne, les gens doivent prendre leurs responsabilités eux-mêmes, il n'y a pas à les influencer, etc..etc.. Je reste ferme. Voyant que de toute façon j'étais décidé à faire cette réunion, ils donnent leur approbation et j'ai à charge de l'organiser pour le mercredi 23 février.

Je lance l'appel suivant: " Les délégués syndicaux CGT-FO-CFDT ont envisagé l'action pour les loyers; elle peut être imminente, c'est à vous de décider." La réunion est un succès, 45 présents environ, c'est à peu près le maximum que l'on puisse réunir compte tenu des agents qui ne peuvent être là par suite du service. J'ouvre la séance et par des points précis j'attire l'attention de chacun sur la gravité du sujet bien des agents par manque d'informations n'ayant pas pris conscience du problème ce dernier étant plus ténébreux que les directions équivoques. La réunion s'avère cependant une réussite, c'est en effet à l'unanimité que l'ensemble du personnel présent se prononce pour l'action qui a pour base le relèvement des loyers.

accord ne sera pas signé entre nos trois fédérations syndicales et la Direction Générale après accord des intéressés "accord signé par 102 agents sur 120".

Voilà donc le premier pas de fait non pas seulement dans l'action directe mais aussi dans l'unité. Pour être honnête il faut signaler qu'au début de l'affaire des loyers, ici sur le plan de la centrale, une lettre commune avait été rédigée et expédiée par l'entremise des délégués.

Certes les délégués n'ont guère confiance en la décision prise par l'ensemble du personnel de refuser toute heure supplémentaire, ils pensent tous qu'il y en aura qui viendront travailler. L'habitude étant trop ancrée pour certains, cela je le sais, c'est pourquoi je mène l'action en profondeur et sans relâche...

Et puis, disent-ils, un vote à mains levées, cela ne veut pas dire grand chose... Nous verrons bien, cependant, en regard de l'ambiance; j'ai confiance. Vendredi la direction, qui habituellement disait aux agents il faut venir samedi (surtout lorsqu'il y a révision générale, c'est le cas du moment) fait demander cette fois-ci ceux qui veulent venir travailler... Personne ne répond à cet appel. L'action engagée s'affirme donc une réussite, je pousse donc dans l'action, j'établis le texte d'une lettre que je propose d'envoyer directement à toutes les centrales thermiques de France, ce qui est fait. Nous remettons également au directeur de la centrale la lettre qui sera adressée à Monsieur le chef du GRPT, ainsi que le texte d'une notion commune adressée aux trois fédérations. La direction attire notre attention sur le fait que nos fédérations ont accepté un modus vivendi... et qu'elle ne comprenait pas que nous prenions une autre position. En premier nous ne sommes pas au courant de ce modus vivendi, nos fédérations n'ayant soufflé mot à ce sujet, de plus, nous rappelons à la direction que syndicalement parlant, nos fédérés sont avant tout nos porte-paroles, de ce fait, nous ne pouvons que persister dans notre position.

C'est à ce moment là que nous apprenons très discrètement par nos fédérations qu'ils ont débattu auprès de la direction des GRPT un certain projet de note aux GRPT qui précise les modalités d'application en matière de relèvement des loyers des agents des centrales thermiques. Ils nous signalent notamment qu'ils sont opposés à deux paragraphes spécifiant simplement qu'ils auraient préféré telle ou telle solution..

C'était donc vrai!.. nos fédérés avaient accepté un modus vivendi, comme nous l'avait annoncé la direction. Mieux, un délégué fédéral (peu importe son appartenance) apportant les premiers éléments concernant ce projet, le présente comme très acceptable, et il s'en fallut de peu pour que notre action craque. Il ne fallut faire vite pour démontrer à chacun et surtout aux autres délégués que ce projet est nocif, illusoire, qu'il n'offre aucune garantie, qu'il est injuste, qu'il accentue la division des agents et qu'il laisse la porte ouverte sur un horizon d'autant plus sombre que ce projet n'est qu'un début.

Ils le comprirent, et notre action s'affirma. Nous, nous n'acceptons pas ce modus vivendi.

Quelques jours ont passé, et tout à coup le chef du GRPT sud-ouest et le chef du personnel convoquent les délégués de la centrale pour nous dire: " le projet sur les loyers est appliqué, vous l'acceptez, ou vous ne l'acceptez pas; dans ce dernier cas je demande l'application d'un régime particulier pour la centrale d'Amès, car vous êtes les seuls sur les 43 centrales thermiques à vous opposer à ces mesures," sur quoi le chef du personnel précise, " dans l'allocation spéciale "prime d'éloignement" ne sera pas versée aux agents.. C'est le couteau sous la gorge. Pas un délégué, sinon ceux de l'UNCM ne capitule; il faut dire qu'au sein de la centrale, l'UNCM représente une partie des cadres et 3 ouvriers, 15 personnes environ, encore faut-il dire que les 3 ouvriers se sont joints à notre action.

Nous répondons donc que nous donnerons notre réponse ultérieurement.
Fin de réunion.

Les fédérations tenues au courant de notre activité nous soutiennent du bout des lèvres, les lettres que nous avons envoyées directement aux autres centrales les gênent un peu aux entournaures. L'activité continue, nous organisons une réunion inter-syndicale entre les trois centrales du GRPT-SO. Il en résulte une lettre commune au chef du GRPT-SO ainsi qu'une notion pour nos trois fédérations syndicales. Après quoi, nous

organisons une nouvelle réunion de l'ensemble du personnel sous le titre "l'action au jour le jour"; c'est un nouveau succès, 56 présents, suite aux exposés, les agents se prononcent à l'unanimité pour la poursuite de l'action entreprise, cependant, nous, nous donnons un délai d'environ 15 jours après quoi, s'il n'y a rien que nous ne sommes pas suivis dans l'action, nous abandonnerons la mort dans l'âme. Pour l'instant l'ambiance est idéale.

Le directeur nous convoque pour recueillir notre réponse à Monsieur le chef du GRPT-SO.

J'avise un fédéral par téléphone qu'il lui parviendra une nouvelle lettre demain par poste et que nous nous proposons de l'expédier aux autres centrales, à moins qu'il se charge de la diffuser par le canal de la fédération, à ce sujet, je lui demande une réponse rapide. Il doit me rappeler le surlendemain, au plus tard. Oui, mais rien. Ce n'est pas une surprise, c'est pourquoi les lettres furent à nouveau expédiées directement.

Puis vint la grève du 23/3. Je vous en parlerai par la suite. Le temps passe, durant lequel il y a quelques accrochages avec un ou deux délégués. Si je ne veillais pas au grain, ils auraient vite fait d'être les premiers à dire que l'affaire est râpée. Est-ce là le rôle de délégués. Il semble que ce soit une apparence réelle, car nous voici à Pâques et seules 5 centrales sur 40 ont répondu à notre appel, encore devons-nous compter les deux centrales du GRPT-SO que nous avons contacté. Alors, alors, cela démontre bien où nous en sommes à l'EDF et ce ne doit pas être un cas particulier dans le syndicalisme de 1966. Nous voici donc devant un échec, car sans une action généralisée, il ne peut être question d'aboutir.

Comme point final, je prépare le texte d'une dernière lettre que je propose aux délégués.. Ils n'y trouvent rien à redire mais l'un des délégués FO préfère que chacun envoie un texte à peu près semblable à sa fédération plutôt qu'une lettre commune signée par l'ensemble des délégués comme je le proposais. De toute façon, j'ai fait tirer cette lettre et je leur en renets plusieurs exemplaires. Puis nous définissons ce que nous prévoyons pour la fin de cette action.. Tout en faisant le point.

A noter que ce même délégué FO considère que les fédérations sont encore plus coupables de cet échec, que les délégués, elles auraient dû, dit-il, favoriser notre action en prenant position.

Oui, bien sûr! Mais est-ce que les fédérations se sentaient capables de changer l'état d'esprit de ces délégués, et puis n'avaient-elles pas déjà pris une position "modus vivendi" vis à vis de la direction.

De toute façon, cela ne change rien au problème. Nous décidons donc après discussion, de proposer au personnel:

- A- de maintenir que la somme afférente à leur loyer ne soit plus retenue sur la paie, ceci tant que la direction n'aura pas établi un barème des tarifs des loyers, établi sur un minimum de deux ans. Le délégué FO compte également demander le maintien de refus des heures supplémentaires, ce à quoi je m'oppose, car cette position avait été prise pour faire échec à la note aux GRPT, et dans l'attente d'une action commune sur le plan national; or, comme il s'avère que nous sommes ici devant un échec, il n'y a pas lieu à mon avis d'user d'une arme pour rien. L'ensemble des délégués présents se range à mon avis.
- B- En réponse à la direction du GRPT-SO qui nous avait parlé de demander un régime spécial pour la centrale d'Ambès nous pensons répondre: pas besoin d'un régime spécial, appliquez-nous le régime des logements assignés, ce que nous pensions d'ailleurs demander sur le plan national. Mais un délégué FO et le délégué CFDT s'opposent, car disent-ils, la direction de notre GRPT-SO est capable de dire non et de plus de supprimer l'astreinte service par lequel les agents par roulement, assurent une permanence en leur domicile, de façon à être à la disposition de la centrale en cas de besoin, 24h sur 24, prétextant qu'il y aura toujours des gars pour venir travailler. Dire cela après ce que nous venons de vivre... 45 jours sans qu'il ne se trouve un gars pour faire une heure supplémentaire,

Cela démontre une fois de plus, l'état d'esprit rétrograde de certains, et quand cet état d'esprit se retrouve chez des délégués... Faut-il s'étonner de la situation actuelle?..

En définitive, voici ce que je vais proposer au personnel à la prochaine réunion:

A- Êtes-vous pour le retrait des loyers sur la paie?

B- Devons-nous demander que nous soit appliqué le régime des logements assignés?

En spécifiant bien la position de chacun des délégués.

Une fois de plus, c'est le personnel dans son ensemble qui décidera. Une autre objection de ces délégués. Dans les réunions du personnel, les votes sont fait à mains levées, pour, contre, ou abstention. Estimant pour ma part que chacun doit avoir le courage de ses idées. Pour moi, le vote à bulletin secret, c'est le vote hypocrite. Nous en avons un exemple frappant avec les élections. Si l'on discute avec chacun, il n'y en a pas 10% qui ont voté pour De Gaulle!.. Qu'y-a-t-il de plus erroné? Et bien malgré ces objections, ces délégués pensent que dans un vote à mains levées, il y a encore plus d'hypocrisie.. Je compte faire au prochain vote une petite expérience, sans rien dire à personne; comme à l'habitude, nous ferons le vote à mains levées et aussitôt après je distribuerai des bulletins pour faire le vote secret. Nous verrons bien si le premier vote est confirmé.

Une nouvelle réunion du personnel a eu lieu. 50 présents, les gars ont donc, une fois de plus, répondu à notre appel; la situation est exposée; cependant devant le fait que l'action n'a pas suivie sur le plan national, et aussi par le fait de la prise de position du délégué FO et CFDT, le personnel hésite à se prononcer. Il suffit donc de peu de chose pour que se présente la première fêlure.

Une grève devant avoir lieu "sujet salaire et respect du statut", j'invite chacun à venir le jour de la grève à assister de 8 à 12h à un libre débat qui aura pour thème "il faut que ça change". A cette occasion, chacun pourra donner sa réponse à la question des loyers. La fêlure devient cassure! Ce sont les délégués FO qui l'assurent en faisant une réunion prématurément et séparée. 20 avril, jour de grève, jour de réunion, la cassure est confirmée, 25 présents. Si j'ai une déception, elle ne vient pas du fait du comportement des délégués FO et CFDT, car je savais à quoi m'en tenir, par contre ceux qui n'ont déçu ce sont les ouvriers, car eux, je pensais qu'une bonne partie avait pris conscience du problème et de leur responsabilité. Eh bien, non, nous n'en sommes pas encore là, ce n'était que superficiel.. Nous retrouvons ici l'esprit du moindre effort. D'une part, ils ont leurs délégués qui en l'espace d'une demi-heure pensent avoir tout dit, ce qui les encourage dans cette voie. Pourquoi en ce cas se déranger pour venir assister à un débat qui doit durer 4 heures.. Voilà l'état d'esprit. Tout le monde crie: il faut que ça change... Mais plus des 3/4 pensent que ce n'est pas à eux de résoudre le problème.. C'est l'affaire des Fédérations syndicales; et comme les délégués sont les premiers à penser ainsi, le troupeau suit. C'est donc un tour de force lorsque quelques fois, on arrive pour un certain temps plus ou moins long à les sortir de cette position. Toute action, est alors superficielle. C'est la cause essentielle au grand malaise syndical ... D'un côté des délégués qui attendent les directions de leurs fédérations, qui les critiquent au besoin quand elles arrivent et de l'autre des ouvriers qui râlent comme des voleurs, qui tempêtent au besoin, mais qui n'ont pas conscience que l'action de tous découle de celle de chacun, et que de ce fait, ils doivent d'eux-mêmes entrer au coeur même du problème.

C'est donc l'esprit du moindre effort, lié à celui que ce sont les Fédérations syndicales qui doivent tout prévoir et organiser, qui fait que la classe ouvrière se trouve enchaînée. Pour ma part, j'essaie de vaincre cet handicap (j'ai écrit un texte sur l'action syndicale). Est-ce que chacun au sein de la section CGT dont je suis secrétaire s'est pénétré de ces vérités; sûrement un peu, suffisamment de cela je n'en suis pas persuadé; pour certains, je pense pouvoir dire oui, mais je ne pense pas que ce soit le cas de la majorité...

Ici, les gars entre 13h et 13h30 jouent aux cartes, au wolley, au foot, etc.. Alors, lorsque je fais une réunion, et qu'ils constatent que la majorité du personnel

est bien difficile de faire naître en ces gens la responsabilité de l'action collective, et encore plus difficile de les faire persévérer dans leur comportement lorsqu'ils ont commencé à prendre conscience de la réalité de la situation.

Combien de fois de bonnes batailles ne se trouvent-elles pas étouffées par cette simple pensée: "il faut qu'ils bouffent de la M., eh bien qu'ils en bouffent! on verra à ce moment là" Et par cette autre pensée: "il faut être bon, mais pas être con".

Moi le premier, j'ai souvent mené des combats que j'ai ensuite abandonnés. Je ne suis pas un saint et comme chacun j'ai mes soucis d'ordre matériel et familial, puis j'ai un défaut, j'ai horreur de faire les choses à moitié, donc, quand je n'occupe d'une chose, je fais le maximum, c'est donc difficile et dur, dans de telles conditions, il faut qu'on trouve chez les gens un minimum de compréhension.

De nos jours, c'est à croire que plus une société est matériellement évoluée, plus les individus, eux, ont du mal à évoluer...

Je crois qu'au stade où nous en sommes, il serait utile de faire le point en regard du passé et du présent, à seule fin de voir où en est la conscience humaine et ce qui pourrait être le plus valable pour que les individus prennent conscience de leur état et de ce que leur apporterait une société sans inégalités.

Comment faire entrer dans la tête de cette multitude de gens que le Social n'a de réelle valeur que si de chacun c'est le labeur

Pour oeuvrer, il faut avoir la foi

Pour avoir la foi, il faut raisonner

Pour raisonner, il faut être conscient

Pour être conscient, il faut oeuvrer

Par quoi peuvent-ils donc commencer?

(bien sûr les camarades d'ICO peuvent ne pas être d'accord avec ce texte et surtout avec ses conclusions: une discussion peut s'ouvrir. La lettre de ce camarade comportait des documents sur la lutte dont il parle et le texte sur l'action syndicale. Nous n'avons pu le reproduire faute de place. Mais chacun peut en prendre connaissance en nous le demandant) Le prochain numéro d'ICO contiendra une première réponse à ce camarade)

BELGIQUE : LA GRÈVE DES FEMMES D'HERSTAL (fin)

Tout ce qui vient d'être dit se situe par rapport à l'évolution plus ou moins souterraine, plus ou moins zigzag etc, de la lutte de classe, de cette lutte qui met en cause les fondements même des structures sociales de la société capitaliste moderne (cette mise en cause n'étant pas voulue comme telle mais étant la conséquence de l'action elle-même). Mais on peut aussi dans le contexte de la lutte des ouvrières d'Herstal, se poser des questions sur la conscience même que peuvent avoir les hommes de ce qu'ils font dans la société capitaliste.

Que dire de l'emprise de cette société sur les travailleurs quand on sait que durant toute la grève, jamais n'est venu des ouvrières une seule critique sur le fait qu'elles fabriquaient des armements.

Quelle est la dimension des préjugés sexuels? La crise de la FH a bien éclairé cette discrimination. La Voix Ouvrière belge écrit (n° 34) " Nous nous étonnons d'autre part que les camarades ouvriers, s'ils collaborent moralement à la grève des femmes, ne l'ont pas fait d'une manière plus solidaire dans la rue avec elles. Après tout, quand ils se battent pour toute autre question de revendication, elles ne font pas bande à part". Ça aussi c'est le "problème de la femme", personne n'en a parlé, c'est pourtant lors de tels conflits quand l'ordre et les jugements établis en prennent un bon coup, qu'il est le plus possible d'aborder ces questions et d'ouvrir les yeux de tous. Et cela c'est bien au delà de revendications des crèches et des écoles. (Avec ses modestes moyens le Groupe Ouvrier de Cockerill Ougrée a essayé d'étendre la lutte aux hommes) Ainsi, à travers une grève " qui sort de l'ordinaire se retrouvent posés ainsi tous les problèmes que nous pouvons débattre, mettant en cause à la fois notre conception d'homme dans la société et la lutte commune de tous les travailleurs - dont nous sommes - au sein de cette société. A ce propos une tâche déjà réalisable est de faire connaître, à l'échelle de l'Europe, ces mouvements et d'établir des liens effectifs. C'est peut-être même la seule chose possible et nécessaire dans l'époque actuelle.

DISCUSSIONS

En langue anglaise

INDUSTRIAL WORKER 2422 N. Halsted street Chicago, Ill. 60614 USA
n° de mars 66 : Les bas salaires aux USA. Plus de 10 millions de travailleurs, hommes et femmes vivent dans la pauvreté, alors que l'accroissement de la productivité n'a jamais été si élevé. L'histoire d'une grande firme : la compagnie Lockheed.

n° d'avril 66 : résultats de l'économie de guerre : le chômage est réduit, mais les prix augmentent. Johnson dit : achetez les produits bon marché, de plus hauts salaires provoqueraient l'inflation (on connaît cette musique).

DIRECT ACTION 34 Cumberland Road London E 17 - n° d'avril 66 - remarqué : les ouvrières montrent la voie dans le Nord Est - La lutte des busmen de Glasgow

BUS CREW ASSOCIATION n° 3 - mars - avril 66 Bulletin du Syndicat Indépendant des Busmen de Glasgow

THE KINGHILL CAMPAIGN Brochure publiée en commun par "Solidarity" et "Socialist Action" - Une sombre histoire concernant des familles sans logis, victimes des autorités judiciaires.

SOLIDARITY 197 Kings Cross Road - London WCI - Avril 66 - reprise de la publication crise de croissance semble-t-il. Signalons : le mouvement des busmen - la musique bourgeoise - Tribunaux ouvriers (article traduit et publié par Pouvoir Ouvrier de mai 66)

SOLIDARITY SCOTLAND - Fyfe - 63 Glenkirk Drive, W 5 - Avril 66 - remarqué : un article de discussion sur le sabotage - l'article d'un instituteur sur Education, liberté et autorité - Formation du Comité d'action des jeunes instituteurs.

En langue espagnole

RUTA (F I J L) n° 42-43 - Venezuela - mars - avril

REGENERACION (F A M) n° 93 - janvier - février - Apartados 9090 - Mexico - I DF

BOLETIN DE INFORMACION LIBERTARIA (exilés libertaires cubains) Po Box 241 - Riverside station - Miami - Floride 33133 - Avril - Editorial où on prône un "anticastrisme" aussi confus et dangereux que l'antifranquisme de certains amis espagnols. Au nom d'une efficacité immédiate on fait la politique des autres : bien souvent aussi néfaste que le mal qu'on voudrait combattre.

ESPOIR (C N T Bourse du Travail) - Place St Sermin - 31 - Toulouse - n° 226-227-228 - mai 66
Dans le n° 226 le correspondant en Uruguay croit que la Conférence de La Havane (Tricontinentale) représente "une sérieuse menace pour tous ceux qui exploitent, oppriment et possèdent les richesses". Aussi que des luttes ouvrières et paysannes existent en Amérique latine et qu'il faut être aux côtés de ceux qui luttent. Entièrement d'accord là dessus. Mais cela ne doit pas conduire à dire des demi-vérités qui favorisent les candidats de la nouvelle classe aussi exploiteuse que l'ancienne (voir Cuba)

Dans le n° 227, c'est dans l'édito que nous trouvons cette perle qui est à l'opposé de l'internationalisme le plus élémentaire : "Bien que nous ne soyons pas de ceux qui rendent l'Allemagne du Kaiser ou de Hitler responsable de toutes les entreprises bellicistes ; bien que nous n'ignorions pas que les guerres sont, avant tout, l'affaire du capitalisme, qui consent à tuer de temps à autre, quelques millions de bougres de trop, nous savons aussi que les Allemands par leur mentalité patriotique, par leur esprit d'obéissance aveugle, par leur amour de la guerre, de l'armée, de l'uniforme, seront toujours un peuple plus enclin que tout autre à se jeter à nouveau contre les autres peuples d'Europe" (c'est nous qui soulignons) Et c'est un journal anarcho syndicaliste, affilié à la plus vieille internationale qui écrit cela.

En langue française

Bulletins d'entreprise

Le bulletin DEMOCRATIE OUVRIERE (Rhône Poulenc à Vitry) n'existe plus, les camarades de Voix Ouvrière qui l'animait étant passés à Force Ouvrière : un bulletin autonome n'est donc pour ces camarades qu'une machine de recrutement dont l'existence n'a plus lieu d'être du moment qu'ils disposent d'une machine jugée plus efficace dans ce but : le syndicat.

BULLETIN ASSURANCES GENERALES n° 67 - mai 66 - échos d'entreprise - une statistique sur la hiérarchie des salaires réels où il est indiqué que sur 2.000 salariés de cette société (services commerciaux et administratifs), 750 touchent moins de 1.080 par mois, 800 de 1.080 à 2.500 ; 300 de 2.500 à 5.000, 90 plus de 5.000 (l'éventail réel va de 500 par mois à 15.000 par mois)

(L'Annuaire des groupements ouvriers de Cockerill Ougrée) Rorive ,29,Haut Wez ,
Grivognée (Liège) -n° 34 -Avril 1966 -informations sur Cockerill Ougrée , sur la grève
des ouvrières d'Herstal ,sur les contraceptifs .

Bulletins d'organisations

Dans INFORMATIONS OUVRIERES (19 rue Greneta ,Paris 2eme),c'est toujours la classe ouvrière qui veut à tout prix se battre et ce sont les appareils eux seuls qui empêchent la révolution d'éclater.Il suffirait de changer de direction ou tout aussi bien de forcer les directions existantes à faire autre chose .On croit rêver quand on lit des phrases de ce genre "Il s'agit de la défense de l'outil de classe que représente le syndicat dans le combat quotidien contre l'exploitation " alors que toutes les pages antérieures ont précisément dénoncé toutes les manoeuvres syndicales (imputées il est vrai aux seules directions REVOLTES (n° 26 - mai 66 - BP I22 ,Paris 12eme) rend le même son de cloche ,rien d'étonnant, ce sont les mêmes militants "révolutionnaires qui ont mis un autre masque ,cette fois pour attrapper les jeunes .Alors que "Informations Ouvrières " se donne pour tâche de "dire la vérité aux travailleurs "(ce qui fait déjà hocher la tête) ,on ne peut que rigoler carrément quand on lit la déclaration d'un militant de Révoltes au congrès des Jeunesses socialistes anglaises : " Il y a deux semaines ,les étudiants révolutionnaires dans la lutte contre le Plan Foucher ,ont dirigé la grève de la Faculté de Droit de Paris. " Les trotskystes menant une grève dans la très réactionnaire faculté de droit. De la part de toutes ces organisations et entre elles ,le bluff bat son plein . C'est une maladie qui sévit depuis longtemps et pas seulement dans les groupes trotskystes : et ils voudraient que les travailleurs les prennent au sérieux .

POUR L'OUVRIER (n° 77 Avril - Mai 66 22 rue Léopold Bellan Paris 2eme) Même position que les trotskystes au sujet de la grève du 17 : pousser les travailleurs à manifester sous les bannières syndicales (comme si les travailleurs obéissaient à des mots d'ordre en se battant) mais avec une explication différente:" montrer l'opposition irréductible entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux des dirigeants capitalistes ,c'est la tâche de tous les militants révolutionnaires dans les entreprises ,dans les syndicats , partout où il existe une possibilité d'intervenir et d'aider au développement de la lutte ". Rien sur le rôle des syndicats ,et la place qu'ils tiennent dans la société capitaliste: ils "cèdent aux pressions de la base " et par conséquent la pression de la base(monée par les "bons militants ") peut forcer les dirigeants à se bien conduire ...Curieux aveuglement sur toute l'histoire du mouvement ouvrier. Dans le même numéro "Jusqu'ou peut aller l'impérialisme en Asie "

LE MONDE LIBERTAIRE (Fédération anarchiste - 3 rue Ternaux - Paris 11eme) n°I22 mai 66 à signaler "Bureaucratie et spontanéisme " (sur les conseils ouvriers),un article sur l'évolution de Malcolm X ,leader noir américain ,assassiné précisément au moment où il avait pris conscience que la révolte noire était une révolte sociale et en tirait toutes les conséquences sur le plan de l'action . Et les sempiternels articles sur FO et sur le 1r Mai.

Tendances syndicales

L'ECOLE BLANCHE (tendance syndicaliste révolutionnaire dans la Fédération de l'Education Nationale) Le Guen -74 rue d'Amérique -Brest) dans le n° de Mai ,début d'un article de Féraud sur la nouvelle politique communiste ;note de Broué qui se sent atteint dans son honneur "d'enseignant et d'historien " devant le fait qu'un camarade ait pu le soupçonner d'avoir pris certaines précisions ,à propos d'un compte rendu de livre .

L'ANARCHO SYNDICALISTE (bulletin de l'U A S) n° 56 - mars 66) Gatineau - Groupe scolaire St Florent les Mierts -79) Déclaration commune UAS et commission syndicale de la FA sur laquelle nous reviendrons - L'association capital Travail ,-récit d'un mouvement dans l'habillement (Thiéry à "Érignac) sur la base duquel on peut faire une critique de l'action isolée de militants qui pensent entraîner des travailleurs et se retrouvent à la porte(à rapprocher de l'action de militants de VO chez Rhône Poulenc)

Autres publications

PROTECTION contre les rayonnements ionisants : Pignora à Crisenoy - supplément au n° I2
CONTRE COURANT -Louvet -24 rue P Leroux Paris 7eme - n° 136 -5 mai 66

UNION PACIFISTE (Union Pacifiste de France - Cauchon -Groupe Langevin -Trappes - Mai 66

L'OPPOSITION ANARCHISTE - BP I7-05 Paris -

brochure de l'U A S : de l'esclavage à la liberté (préparation au syndicalisme révolutionnaire) (nous reviendrons sur ce texte qui reprend les thèmes chers au syndicalisme révolutionnaire avec les quels nous ne sommes pas d'accord)

Daniel Guérin nous signale son anthologie "NI DIEU NI MAITRE " ,écrite sur l'anarchisme paru aux Editions de Delphes .

FAUTE DE PLACE

nous avons du reporter au prochain numéro

- la correspondance
- l'article sur le Viet Nam
- différentes critiques

I C O est en vente

aux librairies suivantes :

- LIBRAIRIE PUBLICO -- 3 rue Tormaux -- PARIS XIème
- LA VIEILLE TAUPE -- 1 rue des fossés St Jacques -- PARIS 5ème

I C O a publié

des brochures sur :

- Espagne 62 (avec Noir et Rouge)
- La Russie (témoignages et critiques)
- Nantes - St Nazaire (critique sur l'action des organisations)
- Le mouvement pour les Conseils Ouvriers en Allemagne .

Elles sont à la disposition de tous les camarades contre 1F versés au ccp 20147-54 Paris par numéro.

I C O va publier

- une brochure sur "Les Comités d'Entreprise"
- un supplément régulier de discussion sur des problèmes généraux abordés à partir de l'affrontement pratique et concret de chacun dans tous les aspects de sa vie sociale.

Ces textes seront adressés aux seuls abonnés d'I C O -- Les camarades qui désireraient les recevoir ou en recevoir plusieurs voudront bien verser 1 f par exemplaire au ccp 20 147- 54 Paris .

NOUS RAPPELONS

qu'I C O n'est pas le bulletin d'expression d'une minorité ou d'une tendance. Tous les camarades peuvent s'y exprimer ou participer aux discussions qui y sont ouvertes ? Nous voulons en faire un organe d'expression collective dans lequel chacun doit pouvoir trouver une ouverture et un approfondissement des problèmes concrets qu'il affronte quotidiennement dans son entreprise et dans sa vie .

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER